

COMMUNICATION FINANCIÈRE

- Page 2** Chiffres clés au 30 juin 2017
- Page 3** Extrait des états financiers consolidés selon les normes IAS/IFRS arrêtés au 30 juin 2017
- Page 13** Comptes sociaux au 30 juin 2017
- Page 23** Extrait des états financiers consolidés BNP Paribas au 30 juin 2017

ÉTATS AU 30 JUIN 2017



BMCI
GROUPE BNP PARIBAS

La banque
d'un monde
qui change



Au terme du premier semestre 2017, le Groupe BMCI affiche une hausse de **34,1%** du Résultat Net Consolidé Part Groupe qui atteint **348 MDH** et une légère baisse de **0,8%** du Produit Net Bancaire consolidé. Le coefficient d'exploitation consolidé est de **51,6%**. Le Coût du Risque consolidé a diminué de **40,3%** à fin juin 2017 pour s'établir à **198 MDH**, reflétant les efforts de maîtrise et d'anticipation des risques.

PRODUIT NET BANCAIRE CONSOLIDÉ

1,53 MILLIARD DE DIRHAMS

RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION CONSOLIDÉ

741 MILLIONS DE DIRHAMS

RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ PART DU GROUPE

348 MILLIONS DE DIRHAMS

COEFFICIENT D'EXPLOITATION CONSOLIDÉ

51,6%

CRÉDITS PAR CAISSE À LA CLIENTÈLE CONSOLIDÉS

51,1 MILLIARDS DE DIRHAMS

CRÉDITS PAR CAISSE À LA CLIENTÈLE CONSOLIDÉS (EN MMDH)

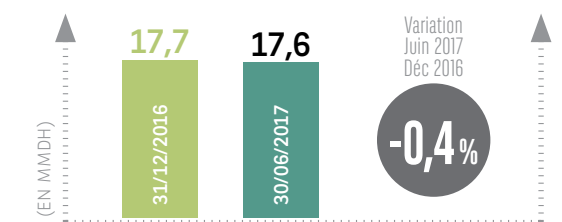
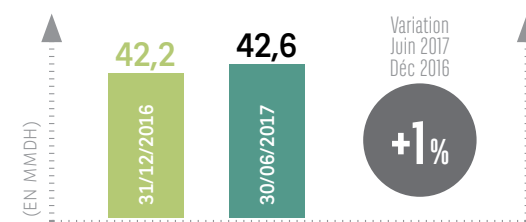
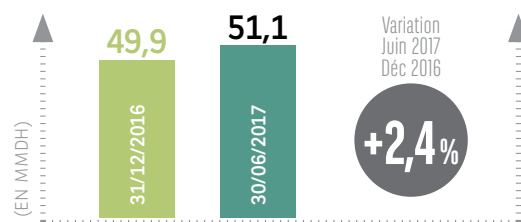
Les crédits par caisse à la clientèle consolidés ont atteint 51,1 milliards de dirhams en juin 2017 contre 49,9 milliards de dirhams en décembre 2016, soit une hausse de 2,4% par rapport à fin 2016. Par ailleurs, la nouvelle production des crédits amortissables au premier semestre 2017 a enregistré une progression de 13% par rapport au premier semestre 2016, notamment en crédit à l'équipement (+7%), en leasing (+11%), en crédit habitat (+12) et en crédits à la consommation (+21%).

DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE CONSOLIDÉS (EN MMDH)

Les dépôts de la clientèle consolidés ont enregistré une hausse de 1%, pour atteindre 42,6 milliards de dirhams à fin juin 2017 contre 42,2 milliards de dirhams en décembre 2016 avec une amélioration en termes de structure, les ressources non rémunérées représentant plus de 72%.

ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE CONSOLIDÉS (EN MMDH)

Les engagements par signature consolidés se sont établis à 17,6 milliards de dirhams à fin juin 2017, soit une légère baisse de 0,4% par rapport à fin décembre 2016.



PRODUIT NET BANCAIRE CONSOLIDÉ (EN MMDH)

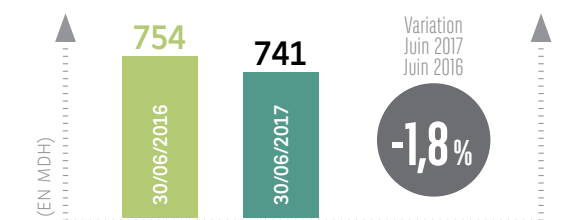
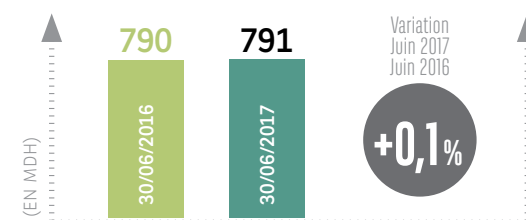
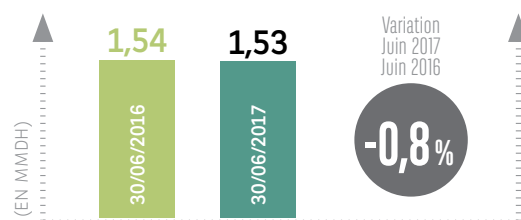
Le Groupe BMCI a réalisé un produit net bancaire consolidé de 1,53 milliard de dirhams à fin juin 2017 (-0,8%) par rapport à juin 2016, essentiellement du fait de la légère baisse de la marge d'intérêt consolidée de -0,1%. Par ailleurs, une progression a été enregistrée au niveau de la marge sur commissions consolidée (+0,4%) et au niveau du résultat des opérations de marché (+5,8%).

FRAIS DE GESTION CONSOLIDÉS (EN MDH)

À fin juin 2017, les frais de gestion consolidés demeurent maîtrisés et s'élèvent à 791 millions de dirhams. Par ailleurs, le coefficient d'exploitation s'affiche à 51,6% à fin juin 2017.

RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION CONSOLIDÉ (EN MDH)

Le résultat brut d'exploitation consolidé s'établit à 741 millions de dirhams en juin 2017, soit une légère baisse de 1,8% par rapport à juin 2016.



COÛT DU RISQUE CONSOLIDÉ (EN MDH)

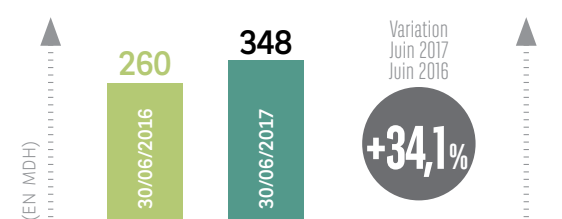
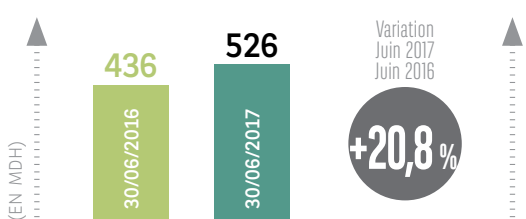
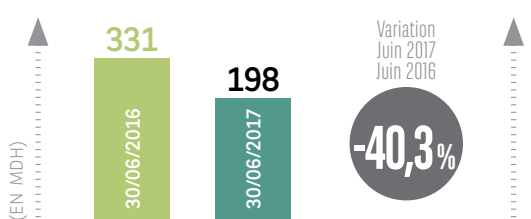
Le coût du risque consolidé est en baisse de 40,3% en juin 2017 par rapport à juin 2016. Le taux de couverture des créances par les provisions des comptes sociaux s'établit à 77,9%.

RÉSULTAT AVANT IMPÔTS CONSOLIDÉ (EN MDH)

Le Groupe BMCI affiche un résultat avant impôts consolidé de 526 millions de dirhams en juin 2017, soit une augmentation de 20,8% par rapport à fin juin 2016.

RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ PART DU GROUPE (EN MDH)

Le résultat net consolidé part du Groupe BMCI s'est établi à 348 millions de dirhams à fin juin 2017, soit une hausse de 34,1% par rapport à fin juin 2016.



L'agence internationale de rating Fitch a confirmé au mois de juillet 2017 les ratings de la BMCI, traduisant sa solidité financière. Pour rappel, ces notations sont parmi les meilleures obtenues à l'échelle nationale :

Note à long terme : AAA (mar) • Perspective d'évolution de la note à long terme : Stable • Note à court terme : F1+ (mar) • Note de soutien extérieur : 2



NORMES COMPTABLES APPLICABLES

Les normes comptables internationales (International Financial Reporting Standards – IFRS) ont été appliquées aux comptes consolidés à compter du 1^{er} janvier 2008 avec bilan d'ouverture au 1^{er} janvier 2007 conformément aux prescriptions énoncées par la norme IFRS 1, "Première application des normes d'information financière internationale", et par les autres normes du référentiel IFRS en tenant compte de la version et des interprétations des normes telles qu'elles ont été approuvées par l'International Accounting Standards Board (IASB) pour ses comptes arrêtés au 30 juin 2017.

Dans les comptes consolidés présentés au 30 juin 2017, le Groupe a appliqué les dispositions d'IAS 1 révisée relatives à la présentation des états financiers.

DESCRIPTION DES RETRAITEMENTS IFRS

Principes de consolidation

• Périmètre de consolidation

Les comptes consolidés du Groupe BMCI regroupent l'ensemble des entreprises sous contrôle exclusif, contrôle conjoint ou influence notable.

De même, le Groupe BMCI consolide, le cas échéant, les structures juridiques distinctes créées spécifiquement pour réaliser un objectif limité et bien défini dites "entités ad'hoc" contrôlées et ce, même en l'absence d'un lien capitalistique entre eux.

• Méthodes de consolidation

Les entreprises sur lesquelles le Groupe BMCI exerce un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale. Le Groupe possède le contrôle exclusif d'une filiale lorsqu'il est en mesure de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entité afin de bénéficier de ses activités.

Les entreprises sous contrôle conjoint sont consolidées par intégration proportionnelle. Le Groupe possède un contrôle conjoint lorsque, en vertu d'un accord contractuel, les décisions financières et opérationnelles stratégiques liées à l'activité nécessitent l'accord unanime des parties qui se partagent le contrôle.

Les entreprises sous influence notable sont mises en équivalence. L'influence notable est le pouvoir de participer aux décisions de politique financière et opérationnelle d'une entité, sans en détenir le contrôle. Elle est présumée si le Groupe détient, directement ou indirectement, 20% ou plus des droits de vote dans une entité.

Les immobilisations corporelles

Les immobilisations sont enregistrées à leur coût d'acquisition augmenté des frais directement attribuables, et des coûts d'emprunt encourus lorsque la mise en service des immobilisations est précédée d'une longue période de construction ou d'adaptation.

Les logiciels développés en interne, lorsqu'ils remplissent les critères d'immobilisation, sont immobilisés pour leur coût direct de développement qui inclut les dépenses externes et les frais de personnel directement affectables au projet.

Après comptabilisation initiale, les immobilisations sont évaluées à leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes éventuelles de valeur, à l'exception des parts de SCI, supports de contrats d'assurance en unités de compte, qui sont valorisées en date d'arrêt à leur valeur de marché ou son équivalent, les variations de celle-ci étant comptabilisées au compte de résultat.

Le montant amortissable d'une immobilisation est déterminé après déduction de sa valeur résiduelle. Seuls les biens donnés en location simple sont réputés avoir une valeur résiduelle, la durée d'utilité des immobilisations d'exploitation étant généralement égale à la durée de vie économique attendue du bien.

Les immobilisations sont amorties selon le mode linéaire sur la durée d'utilité attendue du bien pour l'entreprise.

Les dotations aux amortissements sont comptabilisées sous la rubrique "Dotations aux amortissements et provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles" du compte de résultat.

Lorsqu'une immobilisation est composée de plusieurs éléments pouvant faire l'objet de remplacement à intervalles réguliers, ayant des utilisations différentes ou procurant des avantages économiques selon un rythme différent, chaque élément est comptabilisé séparément et chacun des composants est amorti selon un plan d'amortissement qui lui est propre. L'approche par composants a été retenue pour les immeubles d'exploitation et de placement.

Les durées d'amortissement retenues pour les immeubles de bureaux sont de 80 et 60 ans pour le gros œuvre des immeubles de prestige et les autres immeubles respectivement, 30 ans pour les façades, 20 ans pour les installations générales et techniques et 10 ans pour les agencements. Les logiciels sont amortis, selon leur nature, sur des durées n'excédant pas 8 ans pour les développements d'infrastructure et 3 ans ou 5 ans pour les développements essentiellement liés à la production de services rendus à la clientèle.

Les coûts de maintenance des logiciels sont enregistrés en charges au compte de résultat lorsqu'ils sont encourus.

En revanche, les dépenses qui participent à l'amélioration des fonctionnalités du logiciel ou contribuent à en allonger sa durée de vie sont portées en augmentation du coût d'acquisition ou de confection initial.

Les immobilisations amortissables font l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'à la date de clôture, d'éventuels indices de perte de valeur sont identifiés. Les immobilisations non amortissables font l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par an sur le modèle de celui effectué pour les survaleurs affectées aux ensembles homogènes de métiers.

S'il existe un tel indice de dépréciation, la nouvelle valeur recouvrable de l'actif est comparée à la valeur nette comptable de l'immobilisation. En cas de perte de valeur, une dépréciation est constatée en compte de résultat.

La dépréciation est reprise en cas de modification de l'estimation de la valeur recouvrable ou de disparition des indices de dépréciation. Les dépréciations sont comptabilisées sous la rubrique "Dotations aux amortissements et provisions pour dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles" du compte de résultat.

Les plus ou moins values de cession des immobilisations d'exploitation sont enregistrées au

compte de résultat sous la rubrique "Gains nets sur autres actifs immobilisés".

Les plus ou moins values de cession des immeubles de placement sont enregistrées au compte de résultat sous la rubrique "Produits des autres activités" ou "Charges des autres activités". Le Groupe BMCI a adopté les principes suivants appliqués de manière rétrospective :

➤ L'approche par composant.

➤ Une durée d'amortissement qui reflète la durée d'utilisation effective du bien par la banque. L'amortissement retenu est un amortissement linéaire calculé sur la durée d'utilité de l'actif. La valeur résiduelle retenue par le Groupe BMCI est supposée nulle.

TABLEAU DES COMPOSANTS GROUPE BMCI

NATURE DU COMPOSANT	DURÉE D'AMORTISSEMENT EN ANNÉES	POIDS DU COMPOSANT
Gros œuvre	60	59 %
Façade	30	18 %
IGT	20	23 %

Les immobilisations incorporelles

Conformément aux options offertes par la norme IFRS 1, le Groupe BMCI a choisi de maintenir les coûts historiques pour l'ensemble des immobilisations incorporelles et n'a donc procédé à aucune réévaluation.

L'option retenue pour le traitement des logiciels qui constituent l'essentiel des immobilisations incorporelles consiste à distinguer entre les logiciels dédiés à la clientèle et les logiciels internes d'infrastructures.

La durée d'amortissement est déterminée selon la consommation des avantages économiques en fonction de l'utilisation.

CATÉGORIE D'IMMOBILISATIONS

CATÉGORIE D'IMMOBILISATIONS	DURÉE D'AMORTISSEMENT
Logiciels dédiés à la clientèle	3 ans
Logiciels internes d'infrastructure	8 ans

Goodwill

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition. Le coût d'acquisition est égal à la valeur de marché ou son équivalent, à la date d'échange des actifs remis, des passifs encourus ou assumés ou des instruments de capitaux propres émis pour obtenir le contrôle de la société acquise.

Les immeubles de placement

Après sa comptabilisation en tant qu'actif, un immeuble de placement doit être comptabilisé à son coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Dans ce cas, la juste valeur doit être indiquée en annexe.

Dans le cas des immeubles de placement en location, la norme IAS 17 "Contrat de location" est applicable.

Avantages au personnel

• Principe :

L'objectif de la norme IAS 19 est de prescrire le traitement comptable des avantages du personnel et les informations à fournir à leur sujet. Cette norme impose de comptabiliser :

➤ Un passif lorsqu'un membre du personnel a rendu des services en échange d'avantages du personnel qui lui seront versés dans l'avenir ;

➤ Une charge lorsque l'entité consomme l'avantage économique résultant des services rendus par un membre du personnel en échange d'avantages du personnel.

• Classification des avantages au personnel :

La norme IAS 19 prévoit quatre catégories d'avantages accordés aux salariés au titre des services rendus :

➤ Les avantages à court terme tels que les salaires, les cotisations de sécurité sociale, les congés annuels payés, les congés de maladie payés, les primes payables dans les douze mois suivant la fin de l'exercice, ...

➤ Les avantages à long terme : médailles du travail, primes payables douze mois ou plus après la fin de l'exercice, ...

➤ Les avantages postérieurs à l'emploi eux-mêmes classés en 2 catégories : régimes à prestations définies et régimes à cotisations définies (retraite, frais de santé et prévoyance pour les retraités, ...)

➤ Les indemnités de fin de contrat de travail : principalement les avantages payables suite à une décision de l'entreprise de mettre fin à l'emploi avant l'âge de la retraite permis par la convention collective ou accord d'entreprise (indemnités de licenciement...) ou du salarié d'accepter le licenciement en échange de ces avantages (départ volontaire).

• Couverture des engagements :

Les engagements peuvent être couverts de deux manières :

➤ Constitution d'une provision en interne.

➤ Externalisation de l'obligation de verser des prestations par la souscription d'un contrat d'assurance.

• Méthode :

La valorisation des régimes à prestations définies implique le recours à des techniques actuarielles afin de quantifier d'une manière fiable le montant de l'engagement naissant des avantages accumulés par le personnel durant les exercices écoulés.

La méthode préconisée par la norme IAS 19 est celle des "Unités de Crédit Projetées", qui présente les caractéristiques suivantes :

➤ Méthode actuarielle, basée sur l'estimation des prestations futures probables (à partir des salaires projetés à l'échéance de la prestation), qui repose sur le principe suivant lequel chaque période de service rendu donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations.

➤ Méthode rétrospective, qui définit la valeur de l'engagement au moment de l'évaluation en se fondant sur le rythme d'acquisition des droits prévu au régime. L'objectif est d'attribuer à chaque année passée la quote-part de droits lui revenant.



L'estimation de la valeur des engagements doit s'appuyer sur des hypothèses actuarielles qui influenceront sur le coût des prestations. Ces hypothèses sont relatives aux variables :

- ☑ Démographiques : taux de rotation du personnel, taux de mortalité, âge de départ à la retraite.
- ☑ Financières : taux d'actualisation, progression estimée des salaires à effectifs constants.

• Options retenues par la BMCI :

À la fin de chaque exercice, la BMCI comptabilise une provision couvrant ses engagements relatifs aux régimes à prestations définies : Ouissam Choghl et indemnités de fin de carrières. La méthode utilisée est celle des "unités de crédit projetées".

Les taux d'actualisation sont déterminés en fonction de la courbe des taux (Taux de référence des Bons de Trésor) publiée par Bank Al-Maghrib et arrêtée à la date de clôture de l'exercice. Les taux de cette courbe sont ramenés en fonction de la maturité des Bons de Trésors aux durées moyennes d'exigibilité des prestations.

Les autres paramètres d'estimation de l'engagement découlent de la table de mortalité en usage au Maroc, du taux de progression des salaires à effectifs constants estimé par la BMCI ainsi que des statistiques liées à la rotation du personnel observée sur plusieurs années.

En ce qui concerne la couverture médicale postérieure à l'emploi (CMIM), aucune provision n'a été constatée en raison de l'indisponibilité des informations nécessaires pour l'évaluation et la comptabilisation de ce régime multi-employeur à prestations définies.

Quant aux avantages à court terme, la BMCI a constaté une provision relative au coût salarial lié aux congés maladie et maternité sur les douze mois après la clôture de l'année.

Dérivés

L'ensemble des opérations portant sur des instruments dérivés sont initiées à des fins de transaction et sont de ce fait comptabilisées en tant qu'actifs ou passifs à la juste valeur par résultat.

Dérivés incorporés

Un dérivé incorporé est une composante d'un contrat financier ou non qui a pour effet de faire varier une partie des flux de trésorerie de l'opération composée d'une manière analogue à celle d'un dérivé autonome. La norme IAS 39 définit un contrat hybride comme un contrat comprenant un contrat hôte et un dérivé incorporé.

Le dérivé incorporé doit faire l'objet d'une séparation si les trois conditions suivantes sont remplies :

- ☑ Le contrat hybride n'est pas comptabilisé à la juste valeur.
- ☑ Séparé du contrat hôte, le dérivé incorporé possède les caractéristiques d'un dérivé.
- ☑ Les caractéristiques du dérivé ne sont pas étroitement liées à celle du contrat hôte.

La norme IAS 39 préconise de valoriser le contrat hôte à l'initiation de l'opération sur la base de la différence entre la juste valeur du contrat hybride et la juste valeur du dérivé incorporé. Au 30 juin 2017, aucun instrument financier comprenant un dérivé incorporé n'a été identifié.

Impôt exigible et impôt différé

La charge d'impôt sur le bénéfice exigible est déterminée sur la base des règles et taux en vigueur dans chaque pays d'implantation des sociétés du groupe consolidé sur la période à laquelle se rapportent les résultats.

Les impôts différés sont comptabilisés lorsqu'il existe des différences temporelles entre les valeurs comptables des actifs et passifs du bilan et leurs valeurs fiscales.

Les passifs d'impôts différés sont reconnus pour toutes les différences temporelles taxables à l'exception :

- ☑ Des différences temporelles taxables générées par la comptabilisation initiale d'un écart d'acquisition ;
- ☑ Des différences temporelles taxables relatives aux investissements dans des entreprises sous contrôle exclusif et contrôle conjoint, dans la mesure où le groupe est capable de contrôler la date à laquelle la différence temporelle s'inversera et qu'il est probable que cette différence temporelle ne s'inversera pas dans un avenir prévisible.

Un actif ou passif d'impôt différé est comptabilisé chaque fois que le recouvrement ou le règlement de la valeur comptable d'un actif augmentera ou diminuera les paiements futurs d'impôt par rapport à ce qu'ils auraient été si un tel recouvrement n'avait pas eu d'incidence fiscale. La gestion fiscale lui donne l'opportunité de générer un bénéfice imposable au cours des exercices appropriés.

L'IAS 12 interdit l'actualisation des impôts différés.

Actifs financiers : Prêts et créances

La catégorie "Prêts et créances" inclut les crédits consentis par le Groupe BMCI, les participations dans des crédits syndiqués ainsi que les crédits acquis non cotés sur un marché actif, lorsqu'ils ne sont pas détenus à des fins de transaction. Les prêts cotés sur un marché actif sont inclus dans la catégorie "Actifs financiers disponibles à la vente" et valorisés conformément aux règles s'appliquant à cette catégorie. Cette catégorie inclut également les instruments financiers représentant les emplois obligatoires de par la réglementation.

Les prêts et créances sont comptabilisés initialement à leur valeur de marché ou son équivalent, qui est, en règle générale, le montant net décaissé à l'origine, et comprend les coûts d'origination directement imputables à l'opération ainsi que certaines commissions perçues (commissions de participation et d'engagement, frais de dossier), analysées comme un ajustement du rendement effectif du prêt. Les prêts et créances sont évalués ultérieurement au coût amorti, et les intérêts, ainsi que les coûts de transaction et commissions inclus dans la valeur initiale des crédits concourent à la formation du résultat de ces opérations sur la durée du crédit calculé selon la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE).

Les commissions perçues sur des engagements de financement préalables à la mise en place d'un crédit sont différées, puis intégrées à la valeur du crédit lors de son attribution.

Les commissions perçues sur des engagements de financement dont la probabilité qu'ils donnent lieu au tirage d'un prêt est faible, ou dont les utilisations sont aléatoires dans le temps et dans leur montant, sont étalées linéairement sur la durée de l'engagement.

• Provision pour dépréciation des prêts et créances

Des dépréciations sont constituées sur les crédits (et les autres actifs financiers classés dans la catégorie des prêts et créances) dès lors qu'il existe une indication objective de perte de

valeur mesurable liée à un événement survenu postérieurement à la mise en place du prêt ou à l'acquisition de l'actif. L'analyse de l'existence éventuelle d'une dépréciation est menée d'abord au niveau individuel puis au niveau d'un portefeuille d'éléments homogènes.

Les provisions relatives aux engagements de financement et de garantie donnés par le groupe suivent des principes analogues.

Au niveau individuel, la dépréciation est définie comme étant la différence entre la valeur comptable avant dépréciation et la valeur, actualisée au taux d'intérêt effectif d'origine de l'actif, des composantes jugées recouvrables (principal, intérêts, garanties...). Les modifications de valeur des actifs ainsi dépréciés sont enregistrées dans le compte de résultat, dans la rubrique "Coût du risque" dit avéré ou spécifique.

Toute appréciation postérieure du fait d'une cause objective intervenue après la dépréciation est constatée par le compte de résultat dans la rubrique "Coût du risque". À compter de la dépréciation de l'actif, la rubrique "Intérêts et produits assimilés" du compte de résultat enregistre la rémunération théorique de la valeur récupérable estimée calculée au taux d'intérêt effectif d'origine (effet de désactualisation).

Les contreparties non dépréciées individuellement font l'objet d'une analyse du risque par portefeuilles homogènes, fondée sur des données historiques permettant notamment de déterminer le taux de récupération.

Outre le risque avéré ou spécifique, les données historiques sont analysées, afin d'identifier les groupes de contreparties qui, compte tenu d'événements survenus depuis la mise en place des crédits, ont atteint collectivement une probabilité de défaut à maturité qui fournit une indication objective de perte de valeur sur l'ensemble du portefeuille, sans que cette perte de valeur puisse être à ce stade allouée individuellement aux différentes contreparties composant le portefeuille. Cette analyse s'appuie sur le taux de passage des crédits de la catégorie des créances "saines" vers la catégorie des créances en souffrance permettant ainsi de fournir une estimation des pertes potentielles afférentes aux portefeuilles concernés en tenant compte de l'évolution du cycle économique sur la période analysée. Les modifications de valeur de la dépréciation de portefeuille sont enregistrées dans le compte de résultat, dans la rubrique "Coût du risque" dit "base portefeuille".

Les données historiques et l'analyse susvisée servent de base pour le calcul des provisions collectives (sur la base de portefeuilles) en tenant compte de l'échéancier prévisionnel de récupération des créances ainsi que de l'effet de l'actualisation au taux d'intérêt effectif d'origine moyen du groupe d'actifs homogènes.

Crédits hors marché

Le Groupe BMCI s'est basé sur la circulaire de Bank Al-Maghrib qui fixe les taux planchers pour identifier les crédits hors marché. L'analyse effectuée pour identifier l'existence ou l'absence de crédits émis à des conditions hors marché a permis de conclure que tous les crédits émis par le Groupe BMCI sont octroyés à des conditions normales du marché. Par conséquent, aucune décote n'est à constater.

Actifs financiers : Titres

Les titres détenus sont classés en quatre catégories.

• Actifs financiers à la valeur de marché par résultat (HFT) :

La catégorie des "Actifs financiers à la valeur de marché par résultat" comprend :

- ☑ Les actifs financiers faisant l'objet d'opérations de négoce (opérations dites de transaction) ;
- ☑ Les actifs financiers évalués, sur option, à la valeur de marché par résultat dès l'origine, conformément à l'option offerte par la norme IAS 39 et les conditions d'application de l'option de juste valeur.

Les titres classés dans cette catégorie sont initialement comptabilisés à leur valeur de marché, les frais de transactions étant directement comptabilisés en compte de résultat.

• Actifs financiers disponibles à la vente (AFS) :

La catégorie des "Actifs financiers disponibles à la vente" comprend les titres à revenu fixe ou à revenu variable qui ne relèvent pas des deux catégories précédentes.

Les titres classés dans cette catégorie sont initialement comptabilisés à leur valeur de marché, frais de transaction inclus lorsque ces derniers sont significatifs.

• Titres détenus jusqu'à leur échéance (HTM) :

La catégorie "titres détenus jusqu'à l'échéance" est ouverte aux titres à revenu fixe ou déterminable que le groupe a l'intention et la capacité de conserver jusqu'à leur échéance.

Le classement dans cette catégorie présente l'obligation impérative de respecter l'interdiction de céder des titres avant leur échéance (sous peine d'entraîner la classification de l'ensemble du portefeuille en actif disponible à la vente et d'interdire l'accès à cette catégorie pendant 2 ans) Le Groupe BMCI ne détient pas des titres classés dans cette catégorie.

• Titres du portefeuille "Prêts et créances" :

La catégorie "Prêts et créances" est ouverte aux titres à revenu fixe ou déterminable non cotés et non destinés à être cédés et que le groupe a l'intention de conserver durablement.

Sa comptabilisation s'opère au coût amorti.

• Options retenues

Les instruments détenus en portefeuilles (bons de trésor jeunes promoteurs, bons de trésor sociaux économiques, bons CIH) ont été classés dans la catégorie "Prêts et créances".

• Opérations de pensions et prêts/emprunts de titres

Les titres cédés temporairement dans le cas d'une mise en pension restent comptabilisés au bilan du groupe dans leur portefeuille d'origine. Le passif correspondant est comptabilisé sous la rubrique de "Dettes" appropriée, à l'exception des opérations de pension initiées par les activités de négoce du groupe, pour lesquelles le passif correspondant est comptabilisé parmi les passifs financiers à la juste valeur par résultat.

Les titres acquis temporairement dans le cas d'une prise en pension ne sont pas comptabilisés au bilan du groupe. La créance correspondante est comptabilisée sous la rubrique "Prêts et Créances", à l'exception des opérations de pension initiées par les activités de négoce du Groupe, pour lesquelles la créance correspondante est comptabilisée en "Actifs financiers à la valeur de marché par résultat".



Dépréciation des actifs financiers

• Dépréciation des actifs financiers disponibles à la vente :

Les "actifs financiers disponibles à la vente", essentiellement composés de titres, sont dépréciés individuellement par contrepartie du compte de résultat lorsqu'il existe une indication objective de dépréciation durable ou significative résultant d'un ou plusieurs événements intervenus depuis l'acquisition. En particulier, concernant les titres à revenu variable cotés sur un marché actif, une baisse prolongée ou significative du cours en deçà de son coût d'acquisition constitue une indication objective de dépréciation.

Une dépréciation constituée sur un titre à revenu fixe est constatée et peut être reprise en compte de résultat lorsque la valeur de marché du titre s'est à nouveau appréciée du fait d'une cause objective intervenue postérieurement à la dernière dépréciation.

S'agissant d'un titre à revenu variable, la dépréciation est constituée en produit net bancaire sous la rubrique "Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente" et ne peut être reprise en compte de résultat, le cas échéant, qu'à la date de cession du titre. Par ailleurs, toute baisse ultérieure de la valeur de marché constitue une dépréciation comptabilisée en résultat.

Dépôts de la clientèle

Les dépôts clientèle sont comptabilisés au coût historique.

Contrat de location

Un contrat de location est un accord par lequel le bailleur cède au preneur pour une période déterminée, le droit d'utilisation d'un actif en échange d'un paiement ou d'une série de paiements.

Il y a lieu de distinguer entre :

- Un contrat de location-financement qui est un contrat qui transfère au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété d'un actif ;
- Un contrat de location simple qui est tout contrat de location autre qu'un contrat de location-financement.

Les contrats de location-financement sont des instruments financiers dont le nominal correspond à la valeur du bien acquis ou loué, diminuée ou majorée des commissions versées ou perçues et de tous les autres frais inhérents à l'opération.

Le taux d'intérêt étant dans ce cas, le taux d'intérêt effectif (TIE) déterminé conformément aux dispositions de l'IAS 39.

Le taux d'intérêt effectif (TIE) est le taux d'actualisation qui permet de rendre égales :

- La valeur actualisée des paiements minimaux à recevoir par le bailleur augmentés de la valeur résiduelle non garantie ;
- Et, la valeur d'entrée du bien qui est égale à la juste valeur initiale augmentée des coûts directs initiaux.

Les contrats de leasing accordés par BMCI Leasing sont des contrats de location-financement. Ces contrats ont été retraités au taux d'intérêt effectif (TIE).

Provisions du passif

Une provision doit être comptabilisée au passif lorsqu'une entité a une obligation actuelle (explicite ou implicite) découlant d'un événement passé.

Quand il est significatif, l'effet de l'actualisation des flux de trésorerie futurs devant être décaissés pour éteindre l'obligation est obligatoirement comptabilisé quand la sortie des ressources dépasse un an.

Passifs éventuels

Au 30 juin 2017, le Groupe BMCI n'a pas constaté de passifs éventuels.

Utilisation des estimations pour la préparation des états financiers

La préparation des états financiers exige des responsables des métiers et des fonctions la formulation d'hypothèses et la réalisation d'estimations pour la détermination des produits et des charges du compte de résultat comme pour l'évaluation des actifs et passifs du bilan et dans l'élaboration des notes relatives aux états financiers.

Les résultats futurs définitifs des opérations pour lesquelles les gestionnaires ont eu recours à des estimations peuvent à l'évidence s'avérer différents de celles-ci et avoir un effet significatif sur les états financiers.

C'est le cas notamment :

- Des dépréciations opérées pour couvrir les risques de crédit inhérents aux activités d'intermédiation bancaire,
- De l'usage de modèles internes pour la valorisation des positions sur instruments financiers qui ne sont pas cotés sur des marchés organisés,
- De l'usage de modèles internes basés sur les flux de récupération passés pour le calcul des provisions pour dépréciation des crédits regroupés par classes homogènes de risques",
- Du calcul de la valeur de marché des instruments financiers non cotés classés en "Actifs disponibles à la vente" ou en "Instruments financiers en juste valeur par résultat" à l'actif ou au passif, et plus généralement du calcul des valeurs de marché des instruments financiers pour lesquels cette information doit être portée dans les notes afférentes aux états financiers,
- Des tests de dépréciation effectués sur les actifs incorporels,
- De l'estimation de la valeur résiduelle des actifs faisant l'objet d'opérations de location-financement ou de location simple et plus généralement des actifs amortis déduction faite de leur valeur résiduelle estimée,
- De la détermination des provisions destinées à couvrir les risques de pertes et charges.

AUTRES INFORMATIONS

Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation est déterminé sur la base de la nature du contrôle exercé (un contrôle exclusif, un contrôle conjoint ou une influence notable) sur les différentes entités dont le Groupe BMCI détient des participations directes ou indirectes.

DÉNOMINATION	SECTEUR D'ACTIVITÉ	MÉTHODE	% CONTRÔLE	% INTÉRÊT
BMCI Bank	Banque	Top		
BMCI Banque Offshore	Banque	IG	100,00%	100,00%
BMCI Leasing	Leasing	IG	86,91%	86,91%
Arval Maroc	Location longue durée	MEE	33,34%	33,34%
BMCI Finance	Banque d'affaire	IG	100,00%	100,00%
BMCI Asset Management (EX BMCI Gestion)	Gestion d'actif	IG	100,00%	100,00%
BMCI Fonds	Gestion d'actif	IG	100,00%	100,00%
BMCI Bourse	Intermédiation boursière	IG	100,00%	100,00%
BMCI Assurance	Courtage d'assurance	IG	100,00%	100,00%
IMMOBILIERE Sidi Maarouf	Société immobilière	IG	100,00%	100,00%

Information sectorielle

Le Groupe BMCI est organisé autour de quatre pôles d'activité principaux :

- Banque de détail ;
- Banque offshore ;
- Financements spécialisés : BMCI leasing et ARVAL ;
- Banque de Gestion : gestion d'actifs.

Les transactions entre les pôles d'activité sont conclues à des conditions commerciales de marché. Les informations sectorielles sont présentées en tenant compte des prix de transfert négociés entre les différents secteurs en relation au sein du Groupe BMCI.

Les actifs et passifs sectoriels regroupent l'ensemble des éléments composant le bilan du Groupe.

Les actifs sectoriels sont directement déterminés à partir des éléments comptables de chaque pôle d'activité. Les passifs sectoriels sont déterminés par le moyen des fonds propres - normalisés par pôle - utilisés pour l'allocation du capital.

Les fonds propres sont alloués par pôles en fonction des risques encourus, sur la base d'un ensemble de conventions principalement fondées sur la consommation en fonds propres résultant des calculs d'actifs pondérés fixés par la réglementation relative à la solvabilité des établissements de crédit et entreprises d'investissement.

Les résultats par pôles d'activité à fonds propres normalisés sont déterminés en affectant à chacun des pôles le produit des fonds propres qui lui sont ainsi alloués.

Gestion du capital et adéquation des fonds propres

La nouvelle réglementation sur le calcul des fonds propres selon les normes Bâle III est entrée en vigueur. Ainsi une nouvelle hiérarchie des fonds propres a été instaurée :

- Les fonds propres de base de catégorie 1 (Common Equity Tier 1 - CET1-) ;
- Les fonds propres de catégorie 1 (Tier 1), constitués du CET1 et des fonds propres additionnels de catégorie 1 (AT1) ;
- Les fonds propres du Groupe BMCI sont calculés conformément à la circulaire de Bank AL-Maghrib n° 14/G/2013.

Ratio de solvabilité

Dans le cadre de la réglementation prudentielle, le ratio de solvabilité du Groupe BMCI est égal au rapport entre les fonds propres prudentiels globaux et les montants pondérés au titre du risque de crédit, de marché et du risque opérationnel, et ce conformément à la circulaire de Bank AL-Maghrib n° 26/G/2006.

Fonction et stratégie de gestion des risques

Le Groupe BMCI considère la maîtrise des risques auxquels il est exposé comme un corollaire indispensable afin d'assurer la pérennité de ses activités et le développement continu de sa rentabilité.

Aussi, le Groupe BMCI est confronté à une multitude de risques induits par la diversité de ses activités aussi bien au niveau de la banque qu'au niveau de l'ensemble des filiales.

Ainsi, conformément à la réglementation de Bank AL-Maghrib et en s'inspirant des meilleures pratiques internationales (notamment celles de l'actionnaire de référence BNP Paribas), le dispositif de contrôle interne mis en place par le Groupe BMCI répond à la réglementation en vigueur, mais permet aussi de se doter d'un dispositif adéquat en termes de suivi et maîtrise des risques.

Ce dispositif a plus généralement pour objectif la maîtrise optimale des risques auxquels est exposé le Groupe BMCI. Il doit ainsi être compris comme un outil majeur de pilotage pour l'ensemble des acteurs et un instrument indispensable pour assurer la pérennité du Groupe BMCI.

Chaque évolution concernant le dispositif de contrôle interne est validée par le Directoire et par le Conseil de Surveillance.

Dans le cadre de ce dispositif :

- La Banque est organisée en unités responsables de leur système de contrôle interne. Les responsables définissent, en coordination avec les autres entités de la BMCI, leur dispositif de contrôle interne et veillent à son fonctionnement. Ils ont, chacun à son niveau, le devoir d'un contrôle complet et efficace des activités qui sont placées sous leur responsabilité.
- La pratique de délégation est l'un des principes sur lesquels repose le système de contrôle interne. Elle constitue le système de fonctionnement et de décision fondamental de la Banque, en instituant des relais chargés de mettre en oeuvre la politique de la Direction Générale. Ces relais doivent s'assurer de l'application stricte de leurs décisions, en contrôlant leurs délégations.



Le dispositif de contrôle interne de la BMCI couvre les familles de risques suivantes :

- Le risque de crédit et de contrepartie ;
- Les risques de marché ;
- Le risque de taux et de liquidité ;
- Les risques opérationnels.

Par ailleurs, une fonction "conformité" a été mise en oeuvre dans le cadre du pilier 2 de la réglementation Bâle II. Il s'agit d'une structure indépendante directement rattachée au Directoire, chargée du suivi du risque de non-conformité, lequel est défini comme étant le risque d'exposition à un risque de réputation, de perte financière ou de sanction en raison de l'inobservation des dispositions légales et réglementaires ou des normes et pratiques en vigueur.

Risque de crédit ou de contrepartie

L'évaluation du risque de crédit résulte de la combinaison de deux paramètres : le risque de défaut de la contrepartie et le risque de perte en cas de défaut de cette contrepartie. Le dispositif de gestion du risque de crédit est fondé sur les deux données suivantes :

- La Note de Contrepartie, qui reflète le risque de défaut de la contrepartie : Une Note de Contrepartie, et une seule, est ainsi attribuée à chaque client de la BMCI qui bénéficie d'un crédit, quelle que soit la nature de la contrepartie ;
- Le Taux de Récupération Global, qui reflète, pour chaque crédit accordé, la récupération espérée, en cas de défaut de la contrepartie.

Ces deux données, utilisées à la BMCI depuis plus de cinq ans, sont fondamentales pour suivre, mesurer et gérer de manière fiable le risque de crédit. Elles constituent, en outre, les éléments essentiels à la mise en place de la réglementation Bâle II en méthode avancée.

• Gestion du risque de crédit

La gestion du risque de crédit est appréhendée au niveau de la mise en place des autorisations puis au niveau du suivi et du contrôle des utilisations.

La décision d'octroi ou le renouvellement des crédits obéit au principe du "double regard". Ainsi, la prise de décision est réalisée conjointement par la ligne de clientèle et la Direction des Risques.

Le processus comprend une analyse complète du dossier réalisée par le site qui propose les concours puis une étude contradictoire réalisée par la filière risque avant présentation du dossier à un comité de crédit ad hoc.

Le contrôle des utilisations comprend plusieurs niveaux définis chacun par une procédure interne :

- **Contrôles de 1^{er} niveau** : Ces contrôles sont effectués par les lignes de clientèles et portent sur des Points de Surveillance Fondamentaux (PSF) qui font l'objet de procédures précises. Ainsi, doivent être effectués selon une périodicité et une méthodologie prédéfinies, des contrôles sur six domaines considérés comme sensibles par la Banque : note de contrepartie, garanties reçues et émises, comptes irréguliers, comptes avec incidents et tenue des dossiers engagements.
- **Contrôles de 2^e niveau** : La Direction des Risques intervient dans le dispositif de contrôle interne en assurant un contrôle de 2^e niveau sur le risque de crédit. La Direction des Risques veille au respect des procédures en matière de gestion du risque de crédit, exerce une surveillance rapprochée de l'utilisation des crédits et assure le suivi de l'évolution du profil de risque de la Banque. D'autres contrôles sont effectués à travers la réalisation d'analyses thématiques, de PSF dédiés et de divers comités de suivi des Risques.
- **Contrôles de 3^e niveau** : Le contrôle périodique, réalisé par l'Inspection Générale, assure une revue régulière de l'ensemble du portefeuille. Ainsi, les groupes d'exploitation sont périodiquement audités et la qualité du portefeuille analysée. Toutefois, en cas de détérioration de la qualité du risque, l'Inspection Générale assure une présence plus rapprochée.

• Gestion du risque de concentration du crédit

Le risque de concentration du crédit est le risque inhérent à une exposition excessive pouvant engendrer des pertes pour la Banque ; les limites sectorielles sont revues périodiquement.

Une analyse trimestrielle est réalisée sur l'évolution de la concentration des engagements afin de prévenir une trop forte exposition sur un segment donné. La mesure et la gestion de ce risque permettent d'appréhender la forme et le niveau du risque de concentration du crédit encouru par type d'exposition (contreparties individuelles ; groupes d'intérêt ; contreparties appartenant au même secteur économique ; contreparties appartenant à la même région géographique ; garants) et de mettre en place des limites pour chaque type d'exposition. Ces limites sont validées et suivies par les instances dirigeantes.

• Risques de Marché :

Le risque de marché se définit comme la vulnérabilité des positions d'un portefeuille de négociation à la variation des paramètres de marché, de la volatilité de ses paramètres et des corrélations entre ces paramètres, autrement dit c'est le niveau de perte pouvant être subi suite au retournement défavorable du marché. Il se subdivise en cinq grandes familles :

- Risque de taux d'intérêt ;
- Risque de change ;
- Risque sur titre de propriété ;
- Risque sur produit de base ;
- Risque sur produit dérivé.

L'importance et la complexité relative de ces risques nécessitent la mise en place d'un dispositif de pilotage des risques encourus afin de les maintenir à des niveaux tolérables par rapport aux positions de la Banque et se conformer en même temps aux exigences des normes bâloises.

• Principes fondamentaux :

Dans l'objectif d'encadrement et de maîtrise des risques de marché, la BMCI a mis en place un dispositif de gestion des risques conforme aux normes Baloises et aux standards du groupe BNP PARIBAS. Ce dispositif est basé sur plusieurs principes parmi lesquels :

- Maîtrise et suivi des risques sur les expositions ;
- Développement des activités de marché dans le cadre de comités nouveaux produits avec analyse approfondie des risques engendrés par ces activités ;
- Respect de la réglementation bancaire en matière de gestion prudentielle des risques ;
- Adoption des standards du groupe et des meilleures pratiques en matière de gestion des risques de marché au niveau de la BMCI repose sur des axes fondamentaux, permettant d'assurer un contrôle de qualité et une vision globale du risque sur toutes les activités liées au portefeuille de négociation de la Banque. Ces axes sont de l'ordre de trois :

- Un contrôle de 1^{er} niveau assuré par les opérateurs du Front qui sont tenus au respect des normes internes du Groupe en matière de trading et de prise de position sur les marchés et aussi en termes de déontologie.

- Un contrôle de 2^e niveau matérialisé par le suivi quotidien assuré par la Direction des Risques de Marchés qui veille au respect du dispositif de risque en matière de limites VaR et volume sur les positions de taux, change et liquidité. Des reportings journaliers retraçant les principaux indicateurs de risque sont adressés aux membres du Directoire de la Banque afin de les tenir informés des niveaux de risques et PnL dégagés par l'activité du trading. En plus d'un suivi fonctionnel par l'entité GRM "Group Risk Management" du Groupe BNP PARIBAS.

- Un suivi fonctionnel de 3^e niveau assuré par l'Audit Interne/Inspection Générale.

Un monitoring du top management est aussi assuré à travers la fixation de limites de trading pour bien suivre et cadrer l'activité :

- **Position de change** : Limite en VaR, en volume et par sens ;
- **Position de taux** : Limite en position moyenne par bande d'échéance ;
- **Position obligataire** : Limite en VaR et en sensibilité par bande d'échéance ;
- **Position sur option** : Limite sur Grecs (Delta - Gamma - Véga).

Ces limites sont revues annuellement, soit à la hausse soit à la baisse, par la Direction Générale avec possibilité de révision tous les six mois ou à la demande.

La VaR (Value at Risk) GEAR :

La VaR peut être définie comme étant la perte potentielle maximale que peut subir un portefeuille en cas de mouvements normaux des paramètres de marché, sur un horizon de temps et pour un niveau de confiance donné. Le Groupe retient un niveau de confiance de 99% et un horizon de temps d'une journée.

Les principaux groupes de facteurs simulés sont :

- Prix d'actions et leurs volatilités implicites ;
- Taux d'intérêt, Titres / Swaps de taux ;
- Matières premières ;
- Cours de change et leurs volatilités implicites.

Les simulations des facteurs de risque sont calculées en utilisant l'approche Monté Carlo qui capte la non-normalité des paramètres de marché aussi bien que l'interdépendance entre les facteurs de marché.

Gestion du Risque de Change

Le risque de change inhérent à l'activité de trading Book BMCI correspond au risque de variation de juste valeur ou au risque de variation de flux de trésorerie futurs d'un instrument financier suite à l'évolution des cours des devises. Il trouve ses principales sources dans la position de change classique de la Banque et dans les options de change.

Le monitoring de ce risque est fait à travers deux principaux paramètres : une limite en GEaR "Gross Earning at Risk" (équivalent VaR), des limites en volumes de position de change (Short // Long) et des Limites sur Grecs (Delta - Gamma - Véga) pour les options de change.

Risque de Taux et Risque Obligataire

Le risque de taux correspond au risque de variation de la valeur des positions ou au risque de variation des flux de trésorerie futurs d'un instrument financier du fait de l'évolution des taux d'intérêt sur le marché. Il trouve ses principales sources dans les positions de trésorerie et obligataires.

Le risque de taux à la BMCI est géré à travers des limites de positions moyennes par bande d'échéance et une limite globale en équivalent un an (One Year Equivalent) pour la Trésorerie. Une limite en GEAR et des limites de sensibilité par bande d'échéance dites PV01 pour l'activité Trading Obligataire.

Système de contrôle et suivi des limites

Le suivi des Utilisations / Limites est réalisé quotidiennement à travers des reportings adressés au Top Management de la banque ainsi qu'à toutes les entités concernées. Ces reportings comprennent les positions de change, les positions sur titres et les positions de taux par devise. Contrôlés en premier lieu par le Directeur des Risques de Marché, ces reportings sont ensuite transmis au Responsable ALM Trésorerie et Capital Markets à la Direction Générale et à la Direction des Risques.

Le dépassement d'une limite en volume nécessite l'accord préalable du Président du Directoire et de la Direction des Risques. En revanche, le dépassement d'une limite en termes de VaR sur une position individuelle, dû par exemple à la dépréciation d'une devise, est toléré.

Stress Test

En parallèle au dispositif de suivi, des stress tests sur les positions de trésorerie sont réalisés mensuellement depuis 2005. Ils sont effectués selon deux approches :

- Une approche "Mark To Market" qui consiste à calculer l'impact d'un mouvement de taux d'intérêt sur le résultat du portefeuille ;
- Une approche "Funding" qui consiste à calculer l'impact, sur le résultat de trésorerie, dû à une crise de liquidité. C'est une approche fondée sur le refinancement O/N du Liquidity Gap.

• Risque de taux et de liquidité

La stratégie de gestion du risque global de taux d'intérêt et de liquidité s'articule autour des principaux axes suivants :

- Respecter les ratios réglementaires de liquidité : ratio court terme, ratio de ressources permanentes et réserves Banque Centrale ;
- Respecter les ratios de liquidité internes au groupe BNP PARIBAS (LCR, NSFR) ;
- Assurer la liquidité de la BMCI à court terme, et gérer le GAP de liquidité à long terme ;
- Éviter les déséquilibres extrêmes en gardant à l'esprit la sauvegarde de la solvabilité, de la capacité d'emprunt de la Banque et de son rating ;
- Refinancer la banque commerciale au meilleur coût ;
- Maîtriser les risques financiers ;
- Atténuer la variabilité des résultats ;
- Limiter le risque de taux au travers du choix de la maturité du portefeuille de Titres, au travers de la maturité des emprunts et en orientant la politique commerciale par la détermination de Taux de Cession Internes adéquat.

L'ALM suit les risques de taux d'intérêt et de liquidité sur 3 périmètres distincts :

- Les risques de taux d'intérêt et de liquidité structurels liés aux opérations clientèles regroupées dans les livres dénommés Book Commercial ;
- Les risques de taux d'intérêt et de liquidité structurel liés au Book Fonds Propres ;



- Les risques de taux d'intérêt et de liquidité résultant de la somme des sous composantes précédentes.

L'ALM suit et intègre par ailleurs ces risques au niveau du groupe BMCI, intégrant ainsi les principales filiales de financement.

L'ALM suit ces risques de taux d'intérêt et de liquidité pouvant provenir d'une :

- Corrélation partielle ou nulle entre les conditions de rémunération clientèle et les conditions de marché (taux réglementés, taux de base...);
- Incertitude sur la durée des opérations clientèle (dépôts à vue, comptes d'épargne...);
- Existence d'options comportementales sur des produits clientèle longs à taux fixe ou assimilés (Remboursements anticipés sur les crédits immobiliers...).

Ces analyses reposent sur l'élaboration des échéanciers reflétant les flux relatifs à une opération à la date de révision de son taux. Si cette dernière opération est à taux fixe, les flux sont positionnés à leur date d'échéance.

Pour les opérations ne disposant pas d'échéances contractuelles (ex : dépôts à vue, fonds propres...), elles sont "écoulées" selon des conventions d'échéancement induites des résultats des études statistiques réalisées sur ces postes.

Des limites d'impasse de taux (ressources taux fixe - emplois taux fixe) et de liquidité sont définies par bande d'échéance pour chaque book.

Des analyses de sensibilité sont également effectuées afin de mesurer la stabilité du PNB (Produit Net Bancaire) par rapport à un choc de taux de 100 à 200 bp.

Par ailleurs, les impasses de liquidité à un an sont également encadrées par une limite fixée en interne.

Un plan de gestion de crise selon plusieurs scénarios est établi afin de prévenir tout risque d'illiquidité.

Ce plan est déclenché, soit par des indicateurs internes propres à la banque (liés à son niveau de liquidité et son accès au marché), soit par des indicateurs externes provenant de conditions de marché, des interventions des autorités monétaires (Office des Changes et BAM), des évolutions effectives ou probables de la loi ainsi que des anticipations sur les conditions de liquidité et de financement de la banque et des concurrents.

Périodiquement, un comité ALCO regroupant les membres du Directoire se tient afin de contrôler :

- Le niveau d'exposition du groupe en termes de risque de taux et de liquidité ;
- Le respect des limites mises en place pour encadrer ces risques ;
- La réorientation de la stratégie de la Banque en matière de gestion du bilan en fonction de son profil de risque ainsi que de l'évolution du marché ;
- Le respect des exigences réglementaires dans le cadre des recommandations du pilier II de Bâle II.

• Risques opérationnels

Bank Al-Maghrib définit le risque opérationnel comme étant "un risque de pertes résultant de carences ou de défaillances attribuables à des procédures, personnels et systèmes internes ou à des événements extérieurs". Cette définition inclut le risque juridique, mais exclut les risques stratégiques et de réputation.

Bénéficiant, depuis plusieurs années, des meilleures pratiques de l'actionnaire de référence le Groupe BNP Paribas, le dispositif de gestion des risques opérationnels du Groupe BMCI a atteint aujourd'hui un niveau de maturité significatif.

Les choix et orientations adoptés par le Groupe BMCI depuis l'exercice 2004 pour la gestion des risques opérationnels répondent aux circulaires et directives de Bank Al-Maghrib en la matière.

APPLICATION DE LA RÉGLEMENTATION BÂLE II

Le nouveau dispositif Bâle II est entré en vigueur au Maroc en janvier 2007 pour les approches standards de calcul des exigences en fonds propres au titre des risques de crédit, de marché et opérationnels.

Dès la publication de ces textes par le régulateur, la banque a engagé un large chantier induisant la mobilisation significative des équipes et ce afin d'être conforme à la réglementation Bâle II sur les méthodes standard. Ces travaux ont amené à la mise en place d'un dispositif de calcul du ratio de solvabilité en méthode standard. Il permet d'aboutir aux exigences réglementaires au titre du risque de crédit, de marché et opérationnel. Le régulateur a édicté les textes relatifs au pilier II "Dispositif de surveillance des risques et l'adéquation des fonds propres internes" ainsi que le Pilier III "Dispositif sur la discipline de marché". Par ailleurs, l'analyse des textes réglementaires relatifs au Pilier II a permis à la BMCI de structurer des chantiers complémentaires avec pour objectif l'alignement à la réglementation et l'adoption des meilleures pratiques en matière de gestion des risques.

Courant l'année 2013, la BMCI a mis en place un dispositif de maîtrise du risque portant sur le périmètre de la clientèle des particuliers et professionnels en déployant la notation Retail automatisée ; la particularité NEGCOM et le déclassement en défaut automatique.

La notation automatique Retail/Déclassement concerne tous les clients particuliers et professionnels et se base sur les caractéristiques intrinsèques ainsi que sur l'historique de leur relation avec la BMCI (flux confiés, solde, ancienneté de la relation, irrégularités...etc.). La note de contrepartie est mise à jour chaque huitième jour du mois via un traitement automatique. Il s'agit donc de mesurer à partir d'une approche multicritère standard et systématique le niveau de risque d'un client. La notation automatique est opérationnelle depuis le 08/10/2013.

• Organisation et gestion des risques

Risque de crédit

La BMCI a mis en place en conformité avec les directives de Bank Al-Maghrib relatives au Pilier II de Bâle II, un dispositif de mesure, de maîtrise et de surveillance des risques adapté à la nature, au volume et au degré de complexité de ses activités. Ce dispositif qui transpose par ailleurs les normes du Groupe BNP Paribas, lui permet notamment :

- D'évaluer et de maîtriser l'ensemble des risques auxquels elle est exposée ;
- De maintenir l'exposition aux différents risques dans les limites globales arrêtées par la réglementation en vigueur et / ou fixées par le Directoire et approuvées par le Conseil de Surveillance ;
- D'évaluer et conserver en permanence les niveaux et les catégories des fonds propres ainsi que leur allocation compte tenu de la nature et du niveau des risques auxquels la BMCI pourrait être exposée.

Risques de marché

Dans le cadre des dispositions Bâle 2 en matière de fonds propres et de répartition des risques, la BMCI applique la méthode standard pour le calcul des exigences en fonds propres au titre des risques de marché.

L'effet de l'exigence en fonds propres au titre des risques de marché n'est pas important puisqu'elle ne représente que 1% du total des exigences de tous les risques.

Risques opérationnels

Depuis plusieurs années, la BMCI a mis en place un dispositif en vue de se conformer aux exigences Bâle 2.

La gouvernance de la gestion des risques opérationnels pour le Groupe BMCI s'appuie sur :

- Des comités réguliers où l'État Major de la Banque traite des sujets de risques opérationnels et exploite les informations pour une meilleure maîtrise de ces risques (Comité de Coordination du Contrôle Interne, Comité de la Conformité, Comité d'Audit) ;
- Une structure dédiée à la gestion du Risque Opérationnel créée en 2004 et rattachée actuellement à la Direction des Risques ;
- Une politique générale de gestion du Risque Opérationnel approuvée par le Conseil de Surveillance de la Banque et un référentiel de procédures complet et mis à jour ;
- Un outil de gestion du risque opérationnel dédié, commun à l'ensemble des filiales du Groupe BNP Paribas, avec une historisation des incidents historiques et des incidents potentiels de risque opérationnel ;

Le Groupe BMCI a mis en place un système d'identification et d'évaluation des risques opérationnels, basé sur :

- L'élaboration de cartographies des processus et des risques couvrant l'ensemble des activités du Groupe BMCI ;
- Un dispositif de collecte des incidents historiques de risques opérationnels impliquant l'ensemble des entités opérationnelles, complété par un processus d'attestation périodique de la fiabilité et de l'exhaustivité des données ;
- L'identification et l'analyse qualitative et quantitative des incidents potentiels de risques opérationnels.

Cette démarche permet de mettre à la disposition du management de la Banque et des entités opérationnelles une quantification des risques majeurs, pour un pilotage optimal des expositions en termes de risques opérationnels.

Par ailleurs, la maîtrise et l'atténuation des risques opérationnels s'opèrent notamment à travers :

- La maîtrise des risques extrêmes basée sur le dispositif de continuité d'activité qui a atteint un niveau de maturité global satisfaisant ;
- Des actions préventives et correctives mises en place suite aux incidents historiques significatifs constatés. À ce titre, le dispositif de contrôle permanent a atteint un niveau de maturité certain avec une couverture optimale du périmètre par la Direction du Contrôle Permanent Groupe, l'utilisation d'outils ayant permis l'industrialisation des contrôles et l'amélioration de leur qualité et la mise en place d'actions préventives et correctives permettant de couvrir les risques majeurs ;
- Un processus de validation des produits, activités et organisations nouvelles (PAON) et des Transactions Exceptionnelles, mettant en exergue les risques associés et les conditions de mise en oeuvre ainsi que les règles de contrôle appropriées ;
- Un dispositif de maîtrise des activités externalisées essentielles ;
- Des actions de sensibilisation sur les sujets de Risque Opérationnel menées auprès des entités opérationnelles.



BILAN ACTIF IFRS	En milliers de DH	
	30/06/2017	31/12/2016
Valeurs en caisse, Banques Centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	980 508	2 004 800
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	1 186 127	495 365
Instruments dérivés de couverture		
Actifs financiers disponibles à la vente	7 455 219	7 255 460
Prêts et créances sur les Établissements de crédit et assimilés	1 734 449	1 856 411
Prêts et créances sur la clientèle	51 073 501	49 870 143
Écart de réévaluation actif des portefeuilles couverts en taux		
Placements détenus jusqu'à leur échéance		
Actifs d'impôt exigible	4 899	36 534
Actifs d'impôt différé	90 234	86 054
Comptes de régularisation et autres actifs	843 857	664 947
Actifs non courants destinés à être cédés		
Participations dans des entreprises mises en équivalence	18 866	27 468
Immeubles de placement	20 984	23 080
Immobilisations corporelles	1 677 158	1 677 814
Immobilisations incorporelles	333 268	338 855
Écarts d'acquisition	87 720	87 720
TOTAL ACTIF IFRS	65 506 790	64 424 652

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE	En milliers de DH	
	30/06/2017	31/12/2016
RÉSULTAT AVANT IMPÔTS	526 370	897 372
+/- Dotations nettes au amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	89 854	171 120
+/- Dotations nettes pour dépréciation des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	-	-
+/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers	197 724	584 047
+/- Dotations nettes aux provisions	-203 432	188 986
+/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	8 071	16 244
+/- Perte nette/(gain net) des activités d'investissement	-	-
+/- Perte nette/(gain net) des activités de financement	-	-
+/- Autres mouvements	14 722	-57 370
TOTAL DES ÉLÉMENTS NON MONÉTAIRES INCLUS	106 939	903 027
DANS LE RÉSULTAT NET AVANT IMPÔTS ET DES AUTRES AJUSTEMENTS	1 837 304	63 132
+/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit et assimilés	-990 058	-1 692 040
+/- Flux liés aux opérations avec la clientèle	-1 390 664	-107 266
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	167 749	-87 712
+/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	-99 428	-252 781
- Impôts versés	-475 097	-2 076 668
DIMINUTION/(AUGMENTATION) NETTE DES ACTIFS ET DES PASSIFS PROVENANT DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES	158 212	-276 269
FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE	531	-20 711
+/- Flux liés aux immeubles de placement	2 096	398
+/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	-33 149	-144 369
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT	-67 315	-401 729
+/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires	19 541	-80
+/- Autres flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	-647 774	-401 809
FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT	2 096	398
EFFET DE LA VARIATION DES TAUX DE CHANGE SUR LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENT DE TRÉSORERIE	-520 084	-842 760
AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE	1 574 611	2 417 371
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À L'OUVERTURE	2 004 800	1 478 984
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)	2 004 800	1 478 984
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	-430 189	938 387
TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA CLÔTURE	1 054 527	1 574 611
Caisse, Banques centrales, CCP (actif & passif)	980 508	2 004 800
Comptes (actif & passif) et prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	74 019	-430 189
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE	-520 084	-842 760

BILAN PASSIF IFRS	En milliers de DH	
	30/06/2017	31/12/2016
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	13 748	26 355
Instruments dérivés de couverture		
Dettes envers les Établissements de crédit et assimilés	7 303 884	6 078 886
Dettes envers la clientèle	42 611 915	42 198 652
Titres de créance émis	3 563 987	4 004 896
Écart de réévaluation passif des portefeuilles couverts en taux		
Passifs d'impôt courant	7 385	11 367
Passifs d'impôt différé	429 740	392 374
Comptes de régularisation et autres passifs	2 168 748	1 822 089
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés		
Provisions techniques des contrats d'assurance		
Provisions pour risques et charges	238 861	442 293
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie		
Dettes subordonnées	773 854	754 313
Capital et réserves liées	4 641 881	4 641 881
Réserves consolidées	3 352 587	3 538 077
• Part du groupe	3 321 030	3 504 560
• Part des minoritaires	31 557	33 517
Gains ou pertes latents ou différés, part du groupe	51 349	80 723
Résultat net de l'exercice	348 850	432 744
• Part du groupe	348 096	431 353
• Part des minoritaires	754	1 391
TOTAL PASSIF IFRS	65 506 790	64 424 652
Capitaux propres	8 394 667	8 693 426
• Part du groupe	8 362 356	8 658 518
• Part des intérêts minoritaires	32 311	34 908

COMPTE DE RÉSULTAT IFRS CONSOLIDÉ	En milliers de DH	
	30/06/2017	30/06/2016
Intérêts et produits assimilés	1 490 858	1 498 881
Intérêts et charges assimilés	289 298	296 600
MARGE D'INTÉRÊT	1 201 560	1 202 281
Commissions perçues	275 172	270 029
Commissions servies	35 048	30 884
MARGE SUR COMMISSIONS	240 124	239 145
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	92 310	79 306
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	23 136	29 777
RÉSULTAT DES ACTIVITÉS DE MARCHÉ	115 447	109 082
Produits des autres activités	28 042	56 241
Charges des autres activités	53 486	62 226
PRODUIT NET BANCAIRE	1 531 687	1 544 523
Charges générales d'exploitation	701 235	702 454
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	89 854	88 000
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	740 597	754 070
Coût du risque	197 724	331 155
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	542 874	422 914
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	8 071	12 917
Gains ou pertes nets sur autres actifs	-24 575	-
Variations de valeurs des écarts d'acquisition		
RÉSULTAT AVANT IMPÔTS	526 370	435 831
Impôts sur les bénéfices	177 520	175 082
RÉSULTAT NET	348 850	260 750
Résultat hors groupe	754	1 206
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	348 096	259 544
Résultat par action (en dirham)	26	20
Résultat dilué par action (en dirham)		



TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

En milliers de DH

	Capital	Réserves liées au capital	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Gains ou pertes latents ou différés	Capitaux propres part groupe	Intérêts minoritaires	Total
CAPITAUX PROPRES CLÔTURE AU 31 DÉCEMBRE 2015	1 327 928	3 313 953	-	3 903 345	75 685	8 620 911	36 870	8 657 781
Changements de méthodes comptables								
CAPITAUX PROPRES CLÔTURE AU 31 DÉCEMBRE 2015 CORRIGÉS	1 327 928	3 313 953	-	3 903 345	75 685	8 620 911	36 870	8 657 781
Opérations sur capital								
Paiements fondés sur des actions								
Opérations sur actions propres	-							
Dividendes				-398 378		-398 378	-3 350	-401 728
Autres				257		257		257
RÉSULTAT AU 31 DÉCEMBRE 2015				431 353		431 353	1 389	432 742
Immobilisations corporelles et incorporelles : Réévaluations et cessions								
Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat					5 039	5 039		5 039
Écarts de conversion : variations et transferts en résultat				-664		-664		-664
GAINS OU PERTES LATENTS OU DIFFÉRÉS				-664	5 039	4 374		4 374
Variations de périmètre								
CAPITAUX PROPRES CLÔTURE AU 31 DÉCEMBRE 2016	1 327 928	3 313 953	-	3 935 913	80 723	8 658 517	34 908	8 693 426
Changements de méthodes comptables								
CAPITAUX PROPRES CLÔTURE AU 31 DÉCEMBRE 2016 CORRIGÉS	1 327 928	3 313 953	-	3 935 913	80 723	8 658 517	34 908	8 693 426
Opérations sur capital								
Paiements fondés sur des actions								
Opérations sur actions propres	-							
Dividendes				-663 964		-663 964	-3 349	-667 313
Autres				49 856		49 856		49 856
RÉSULTAT AU 30 06 2017				348 096		348 096	752	348 847
Immobilisations corporelles et incorporelles : Réévaluations et cessions								
Instruments financiers : variations de juste valeur et transferts en résultat					-29 374	-29 374		-29 374
Écarts de conversion : variations et transferts en résultat				-774		-774		-774
GAINS OU PERTES LATENTS OU DIFFÉRÉS				-774	-29 374	-30 148		-30 148
Variations de périmètre								
CAPITAUX PROPRES CLÔTURE AU 30 JUIN 2017	1 327 928	3 313 953	-	3 669 126	51 349	8 362 357	32 311	8 394 667

ÉTAT DU RÉSULTAT NET ET DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

En milliers de DH

	30/06/2017	30/06/2016
RÉSULTAT NET	348 850	260 750
Écart de conversion		
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	49 732	113 388
Réévaluation des instruments dérivés de couverture		
Réévaluation des immobilisations		
Écarts actuariels sur les régimes à prestations définies	1 617	203
Quote part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		
TOTAL DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	51 349	113 590
RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	400 199	374 340
Part du groupe	399 445	373 134
Part des minoritaires	754	1 206

ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE

En milliers de DH

	30/06/2017	31/12/2016
TITRES ÉVALUÉS À LA JUSTE VALEUR	7 455 219	7 255 460
EFFETS PUBLICS ET VALEURS ASSIMILÉS	7 175 854	6 670 029
OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES À REVENU FIXE	101 574	423 559
↳ Titres cotés	-	-
↳ Titres non cotés	101 574	423 559
ACTIONS ET AUTRES TITRES À REVENU VARIABLE	65 217	53 753
↳ Titres cotés	3 393	8 213
↳ Titres non cotés	61 824	45 540
TITRES DE PARTICIPATIONS NON CONSOLIDÉS	112 574	108 119
TOTAL DES TITRES DISPONIBLE À LA VENTE	7 455 219	7 255 460

GAINS ET PERTES LATENTS SUR ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE

En milliers de DH

	30/06/2017			31/12/2016		
	Juste valeur	Gains latents	Pertes latentes	Juste valeur	Gains latents	Pertes latentes
Effets publics et valeurs assimilées	7 082 852	33 753	-	6 562 345	85 636	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	101 209	560	2 286	421 867	595	2 286
Actions et autres titres à revenu variable	63 299	1 636	-	53 060	3 187	-
Titres de participation non consolidés	112 574	45 526	-	108 119	41 474	-
Créances disponibles à la vente	-	-	-	-	-	-
Créances rattachées	95 285	-	-	110 070	-	-
VALEUR AU BILAN DES ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE	7 455 219	81 475	2 286	7 255 460	130 892	2 286
Total gains et pertes latents	-	81 475	2 286	-	130 892	2 286
Impôts différés	-	30 143	686	-	48 313	686
Gains et pertes latents sur actifs financiers disponibles à la vente nets	-	51 332	1 600	-	82 579	1 600
GAINS ET PERTES LATENTS SUR ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLE À LA VENTE NETS PART GROUPE		51 332	1 600		82 579	1 600

RÉPARTITION DES INSTRUMENTS FINANCIERS PAR NATURE DE PRIX DE MARCHÉ OU DE MODÈLE UTILISÉ POUR LA VALORISATION

En milliers de DH

	30/06/2017				31/12/2016			
	Prix de marché	Modèle avec paramètres observables	Modèle avec paramètres non observables	Total	Prix de marché	Modèle avec paramètres observables	Modèle avec paramètres non observables	Total
ACTIF FINANCIERS								
Instruments Financiers en valeur de marché par résultat détenus à des fins de transaction	1 186 127			1 186 127	495 365			495 365
Instruments Financiers en valeur de marché par résultat sur option								
PASSIF FINANCIERS								
Instruments Financiers en valeur de marché par résultat détenus à des fins de transaction	13 748			13 748	26 355			26 355
Instruments Financiers en valeur de marché par résultat sur option								

IMMEUBLES DE PLACEMENT

En milliers de DH

	31/12/2016	Variation périmètre	Acquisitions	Cessions et échéances	Écart de conversion	Autres mouvements	30/06/2017
Valeur brute	33 898			-1 500			32 398
Amortissements et provisions	10 818					596	11 414
VALEUR NETTE AU BILAN	23 080			-1 500		-596	20 984



IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

En milliers de DH

	31/12/2016			30/06/2017		
	Valeur brute	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette	Valeur brute	Cumul des amortissements et pertes de valeur	Valeur nette
Terrains et constructions	1 758 565	472 470	1 286 095	1 802 999	493 307	1 309 692
Equip. Mobilier, installation	513 041	381 767	131 274	515 764	398 412	117 352
Biens mobiliers donnés en location						
Autres immobilisations	742 049	481 604	260 445	752 427	502 313	250 114
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3 013 655	1 335 841	1 677 814	3 071 190	1 394 032	1 677 158
Logiciels informatiques acquis	524 147	340 116	184 031	544 677	366 283	178 394
Logiciels informatiques produits par l'entreprise						
Autres immobilisations incorporelles	157 491	2 667	154 824	157 542	2 668	154 874
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	681 638	342 783	338 855	702 219	368 951	333 268

ÉCARTS D'ACQUISITIONS

En milliers de DH

	31/12/2016	Variation périmètre	Écart de conversion	Autres mouvements	30/06/2017
Valeur brute	87 720				87 720
Cumul des pertes de valeurs					
VALEUR NETTE AU BILAN	87 720				87 720

PRÊTS ET CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

En milliers de DH

	30/06/2017	31/12/2016
ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDITS	1 734 449	1 856 411
Comptes et prêts	901 186	1 046 894
Valeurs reçues en pension	-	-
Prêts subordonnés	-	-
Autres prêts et créances	830 488	803 445
TOTAL EN PRINCIPAL	1 731 674	1 850 339
Créances rattachées	2 775	6 072
Provisions	-	-
VALEUR NETTE	1 734 449	1 856 411
OPÉRATIONS INTERNES AU GROUPE	6 274 473	4 657 844
Comptes à vue	1 487 214	125 882
Comptes et avances à terme	4 761 027	4 497 374
Prêts subordonnés	-	-
Créances rattachées	26 232	34 588

PRÊTS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE

En milliers de DH

	30/06/2017	31/12/2016
OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE	46 485 525	45 699 203
Créances commerciales	7 294 953	7 076 314
Autres concours à la clientèle	39 377 622	39 234 341
Valeurs reçues en pension	23 981	60 568
Comptes ordinaires débiteurs	4 467 812	3 962 604
TOTAL EN PRINCIPAL	51 164 367	50 333 827
Créances rattachées	136 156	144 735
Provisions	4 814 998	4 779 359
VALEUR NETTE	46 485 525	45 699 203
OPÉRATIONS DE CRÉDIT BAIL	4 587 976	4 170 940
Crédit-bail immobilier	1 170 286	1 223 423
Crédit-bail mobilier, LOA et opérations assimilées	3 222 384	2 745 480
TOTAL EN PRINCIPAL	4 392 670	3 968 903
Créances rattachées	558 570	546 309
Provisions	363 264	344 272
VALEUR NETTE	4 587 976	4 170 940
TOTAL	51 073 501	49 870 143

DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

En milliers de DH

	30/06/2017	31/12/2016
ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDITS	7 303 884	6 078 886
Comptes et emprunts	3 080 074	5 556 997
Valeurs données en pension	4 200 264	500 210
TOTAL EN PRINCIPAL	7 280 338	6 057 207
Dettes rattachées	23 546	21 679
VALEUR AU BILAN	7 303 884	6 078 886
OPÉRATIONS INTERNES AU GROUPE	6 294 359	4 683 675
Comptes à Vue créditeurs	1 418 808	141 898
Comptes et avances à terme	4 849 319	4 508 520
Dettes rattachées	26 232	33 257

DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE

En milliers de DH

	30/06/2017	31/12/2016
Comptes à vue créditeurs	28 302 159	29 133 084
Comptes d'épargne	8 215 697	8 220 724
Autres dettes envers la clientèle	5 447 129	4 530 577
Valeurs données en pension	616 587	283 649
TOTAL EN PRINCIPAL	42 581 572	42 168 034
Dettes rattachées	30 343	30 618
VALEUR AU BILAN	42 611 915	42 198 652

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

En milliers de DH

	Solde au 31/12/2016	Variation de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres Variations	Solde au 30/06/2017
Provision pour risques d'exécution des engagements par signature	56 932	0	0	33 870	0	-245	22 817
Provision pour engagements sociaux	85 786	0	5 740	6 895	0	-2 981	81 650
Provision pour litige et garanties de passif	57 850	0	2 522	2 290	0	-3 793	54 289
Provision pour risques fiscaux	0	0	0	0	0	0	0
Provision pour impôts	0	0	0	0	0	0	0
Autres provisions pour risques et charges	241 725	0	25 315	187 392	0	457	80 105
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	442 293	0	33 577	230 447	0	-6 562	238 861

MARGE D'INTÉRÊT

En milliers de DH

	30/06/2017			30/06/2016		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE	1 343 778	176 365	1 167 413	1 322 912	203 615	1 119 297
Comptes et prêts / emprunts	1 195 736	134 024	1 061 712	1 159 820	155 985	1 003 835
Opérations de pensions	242	12 753	-12 511	2 057	968	1 089
Opérations de location-financement	147 800	29 588	118 212	161 035	46 662	114 373
OPÉRATIONS INTERBANCAIRES	28 271	48 346	-20 075	80 655	21 837	58 818
Comptes et prêts / emprunts	28 134	33 540	-5 406	80 655	21 394	59 261
Opérations de pensions	137	14 806	-14 669		443	-443
EMPRUNTS ÉMIS PAR LE GROUPE		64 587	-64 587	-1 898	71 147	-73 045
ACTIFS DISPONIBLES À LA VENTE	118 809		118 809	97 211		97 211
TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES D'INTÉRÊTS OU ASSIMILÉS	1 490 858	289 298	1 201 560	1 498 881	296 600	1 202 281



COMMISSIONS NETTES

	30/06/2017			30/06/2016		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
COMMISSIONS NETTES SUR OPÉRATIONS	58 590	35 026	23 564	55 362	30 865	24 497
Avec les établissements de crédit	-	5	-5	-	-	-
Avec la clientèle	46 217	34 925	11 292	44 171	30 569	13 602
Sur titres	10 115	96	10 019	8 829	296	8 533
De change	2 062	-	2 062	2 203	-	2 203
Sur instruments financiers à terme et autres opérations hors bilan	196	-	196	159	-	159
PRESTATION DE SERVICES BANCAIRES ET FINANCIERS	216 582	22	216 560	214 667	19	214 648
Produits nets de gestion d'OPCVM	24 774	22	24 752	24 775	19	24 756
Produits nets sur moyen de paiement	67 578	-	67 578	64 851	-	64 851
Assurance	38 439	-	38 439	38 212	-	38 212
Autres	85 791	-	85 791	86 829	-	86 829
PRODUITS NETS DE COMMISSIONS	275 172	35 048	240 124	270 029	30 884	239 145

COÛT DU RISQUE

	En milliers de DH	
	30/06/2017	30/06/2016
DOTATIONS AUX PROVISIONS	-393 902	-367 682
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	-384 514	-350 769
Provisions pour dépréciation des titres détenus jusqu'à l'échéance (hors risque de taux)	-	-
Provisions engagements par signature	-	-2 342
Autres provisions pour risques et charges	-9 388	-14 572
REPRISES DE PROVISIONS	372 488	344 323
Reprises de provisions pour dépréciation des prêts et créances	330 034	335 907
Reprises de provisions pour dépréciation des titres détenus jusqu'à l'échéance (hors risque de taux)	-	-
Reprises de provisions engagements par signature	33 870	-
Reprise des autres provisions pour risques et charges	8 584	8 417
VARIATION DES PROVISIONS	-176 309	-307 795
Pertes pour risque de contrepartie des actifs financiers disponibles à la vente (titres à revenus fixes)	-	-
Pertes pour risque de contrepartie des actifs détenus jusqu'à l'échéance	-	-
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non provisionnées	-11 771	-7 373
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables provisionnées	-167 183	-301 235
Décote sur les crédits restructurés	-	-
Récupérations sur prêts et créances amorties	2 644	813
Pertes sur engagement par signature	-	-
Autres pertes	-	-
COÛT DU RISQUE	-197 724	-331 155

RELATION ENTRE LES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES DU GROUPE AU 30/06/2017

Entreprises consolidées par :	En milliers de DH		
	Intégration proportionnelle	Mise en équivalence	Intégration globale
ACTIF			
PRÊTS, AVANCES ET TITRES		50 563	6 361 912
Comptes ordinaires		50 563	178 844
Prêts		-	6 183 068
Titres		-	-
Opération de location financement		-	-
ACTIF DIVERS			38 568
TOTAL			6 400 480
PASSIF			
DÉPÔTS	-	655 000	188 844
Comptes ordinaires		-	178 844
Autres emprunts		655 000	10 000
DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE			
PASSIF DIVERS		6 347	6 211 638
TOTAL		661 347	6 400 482
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE			
ENGAGEMENTS DONNÉS			4 349 761
ENGAGEMENTS REÇUS		-	4 349 761

ÉLÉMENTS DE RÉSULTAT RELATIFS AUX OPÉRATIONS RÉALISÉES AVEC LES PARTIES LIÉES AU 30/06/2017

Entreprises consolidées par :	En milliers de DH		
	Intégration proportionnelle	Mise en équivalence	Intégration globale
INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS			76 044
INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉES		13 238	76 044
COMMISSIONS (PRODUITS)			19 130
COMMISSIONS (CHARGES)			9 235
PRESTATIONS DE SERVICES DONNÉES			
PRESTATIONS DE SERVICES REÇUES		836	12 680
LOYERS REÇUS		1 314	2 685

INFORMATION PAR PÔLE D'ACTIVITÉ - BILAN AU 30/06/2017

	En milliers de DH					
	Banque de détail	Sociétés de financement spécialisées	Banque offshore	société de gestion d'actifs	Autres	Total
TOTAL BILAN	56 200 826	3 807 593	5 286 473	37 491	174 407	65 506 790
dont						
ÉLÉMENTS D'ACTIF						
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	1 186 127	-	-	-	-	1 186 127
Actifs disponibles à la vente	7 394 681	-	0	29 506	31 033	7 455 219
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés	1 585 214	23 869	125 366	-	-	1 734 449
Prêts et créances sur la clientèle	42 207 181	3 719 659	5 120 204	5 782	20 674	51 073 501
Immobilisations corporelles	1 576 117	70	6 923	734	93 314	1 677 158
ÉLÉMENTS DU PASSIF						
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	5 473 734	-	1 830 149	-	1	7 303 884
Dettes envers la clientèle	41 978 986	5 021	627 908	-	-	42 611 915
Provisions techniques des contrats d'assurance	-	-	-	-	-	-
Dettes subordonnées	773 854	-	-	-	-	773 854
Capitaux propres	8 158 964	190 058	35 254	13 146	-2 754	8 394 668

RÉSULTAT PAR SECTEUR OPÉRATIONNEL - COMPTE DE RÉSULTAT AU 30/06/2017

	En milliers de DH						
	Banque de détail	Sociétés de financement Spécialisées	Banque offshore	société de gestion d'actifs	Autres *	Éliminations	Total
MARGE D'INTÉRÊT	1 097 203	56 871	27 283	-5	-2 353	22 561	1 201 560
MARGE SUR COMMISSIONS	199 783	1 195	5 067	15 716	28 257	-9 894	240 124
PRODUIT NET BANCAIRE	1 463 350	58 172	31 342	15 938	33 735	-70 850	1 531 687
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	676 665	17 576	3 213	7 609	8 892	-12 721	701 235
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	519 466	17 482	27 942	7 565	20 761	-50 371	542 874
RÉSULTAT NET	354 897	19 271	17 578	5 214	13 491	-61 601	348 850
RÉSULTAT NET PART DU GROUPE	354 733	18 681	17 578	5 214	13 491	-61 601	348 096

(*) BMCI Finance - BMCI Fonds - BMCI Bourse - BMCI Assurance - Immobilière Sidi Maârouf.



ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT

	30/06/17		31/12/16	
	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Actifs financiers à la JV par résultat sur option	Actifs financiers détenus à des fins de transaction	Actifs financiers à la JV par résultat sur option
Créances sur les établissements de crédit				
Créances sur la clientèle				
Actifs représentatifs de contrats en unités de comptes				
Valeur recus en pension				
Effets publics et valeurs assimilées				
OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES À REVENU FIXE	1 151 605		481 105	
↳ Titres cotés				
↳ Titres non cotés	1 151 605	-	481 105	-
ACTIONS ET AUTRES TITRES À REVENU VARIABLE				
↳ Titres cotés				
↳ Titres non cotés				
INSTRUMENTS DÉRIVÉS	34 522		14 259	
CRÉANCES RATTACHÉES				
JUSTE VALEUR AU BILAN	1 186 127	-	495 365	-

PASSIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT

	En milliers de DH	
	30/06/2017	31/12/2016
Valeurs données en pension		
Instruments dérivés	13 748	26 355
JUSTE VALEUR AU BILAN	13 748	26 355

DÉRIVÉS DÉTENUS À DES FINS DE TRANSACTION

Par type de risque 30/06/2017	Valeur comptable		Montant notionnel
	actifs	passifs	
Capitaux propres			
Change	34 522	13 748	
Crédit			
Matières premières			
TOTAL	34 522	13 748	-

ENGAGEMENTS DE GARANTIE

	En milliers de DH	
	30/06/2017	31/12/2016
ENGAGEMENTS DE GARANTIE DONNÉS	10 008 803	9 655 487
↳ D'ordre des établissements de crédit	3 621 347	3 558 368
↳ D'ordre de la clientèle	6 387 456	6 097 119
↳ Cautions administratives et fiscales et autres cautions		
↳ Autres garanties d'ordre à la clientèle		
ENGAGEMENTS DE GARANTIE REÇUS	5 672 687	4 298 649
↳ Des établissements de crédit	5 672 687	4 298 649
↳ De l'état et d'autres organismes de garantie		

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENTS

	En milliers de DH	
	30/06/2017	31/12/2016
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENTS DONNÉS	7 122 759	8 035 694
↳ Aux établissements de crédit	26 227	19 400
↳ A la clientèle	7 096 533	8 016 294
↳ Ouverture de crédit		
↳ Autre engagements en faveur de la clientèle		
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT REÇUS	-	-
↳ des établissements de crédit		
↳ de la clientèle		

PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES MISES EN ÉQUIVALENCE

	Valeur de mise en équivalence	Résultat	Total bilan	Revenu (CA)	Quote-part
					de résultat dans les sociétés MEE
Sociétés financières					
Sociétés non financières	Arval Maroc	24 209	959 931	178 388	8 071
VALEUR NETTE AU BILAN DES QUOTES-PARTS DANS LES SOCIÉTÉS MEE	18 866	24 209	959 931	178 388	8 071

ÉVOLUTION DU CAPITAL ET RÉSULTAT PAR ACTION

	30/06/2017	30/06/2016
Capital (en DH)	1 327 928 600	1 327 928 600
Nombre d'actions	13 279 286	13 279 286
Résultat Part Groupe (KDH)	348 096	259 544
RÉSULTAT PAR ACTION (DH)	26	20

DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE ET DETTES SUBORDONNÉES

	En milliers de DH	
	30/06/2017	31/12/2016
AUTRES DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE	3 563 987	4 004 896
↳ Titres de créances négociables	3 563 987	4 004 896
↳ Emprunts obligataires		
DETTES SUBORDONNÉES	773 854	754 313
Emprunt subordonnés		
↳ À durée déterminée	773 854	754 313
↳ À durée indéterminée		
TITRES SUBORDONNÉS		
↳ À durée déterminée		
↳ À durée indéterminée		
TOTAL	4 337 841	4 759 209

Deloitte

388, Boulevard Zerktouni
Casablanca

pwc
35, Rue Aziz Elouadi
30 330 Casablanca

GROUPE BANQUE MAROCAINE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE (BMCI)

ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE DE LA SITUATION INTERMÉDIAIRE CONSOLIDÉE AU 30 JUIN 2017

Nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire de la Banque Marocaine pour le Commerce et l'Industrie et ses filiales (Groupe BMCI) comprenant le bilan, le compte de résultat, l'état du résultat global, le tableau des flux de trésorerie, l'état de variation des capitaux propres et une sélection de notes explicatives au terme du semestre couvrant la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2017. Cette situation intermédiaire fait ressortir un montant de capitaux propres consolidés totalisant KMAD 8.394.667, dont un bénéfice net consolidé de KMAD 348.850.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la profession au Maroc. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation intermédiaire des états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la banque et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que les états consolidés, ci-joints, ne donnent pas une image fidèle du résultat des opérations de la période écoulée ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Groupe BMCI arrêtés au 30 juin 2017, conformément aux normes comptables internationales (IAS/IFRS).

Casablanca, le 28 septembre 2017

Les Commissaires aux Comptes

Deloitte Audit


Deloitte Audit
388, Boulevard Zerktouni
- CASABLANCA -
Tél : 05 22 22 40 25/26/34/81
Fax : 05 22 22 40 78
Fawzi Britel
Associé

PwC Maroc


PwC Maroc SARL
35, Rue Aziz Elouadi
30 330 Casablanca
Tél : +212 05 22 21 34 70
Fax : +212 05 22 21 34 70
Mohamed Rqibate
Associé

COMMUNICATION FINANCIÈRE

COMPTES SOCIAUX





1.1 PRÉSENTATION

BMCI est une société anonyme de droit commun constituée au Maroc en 1943. Les états de synthèse comprennent les comptes du Siège ainsi que des agences établies au Maroc.

1.2 PRINCIPES GÉNÉRAUX

Les états de synthèse sont établis dans le respect des principes comptables généraux applicables aux établissements de crédit. La présentation des états de synthèse de la BMCI est conforme aux dispositions du Plan Comptable des Établissements de Crédit.

1.3 CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET LA CLIENTÈLE ET ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE

Présentation générale des créances

- Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont ventilées selon leur durée initiale ou l'objet économique des concours : Créances à vue et à terme, pour les établissements de crédit, crédits de trésorerie, crédits à l'équipement, crédits à la consommation, crédits immobiliers et autres crédits pour la clientèle.
- Les engagements par signature comptabilisés en hors bilan correspondent à des engagements irrévocables de financement et à des engagements de garantie.
- Les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs, sont enregistrées sous les différentes rubriques de créances concernées (Établissements de crédit, clientèle).
- Les valeurs reçues à l'encaissement qui ne sont portées au crédit du remettant qu'après leur encaissement effectif ou après un délai contractuel ne sont pas comptabilisées dans le bilan, mais font l'objet d'une comptabilité matière.
- Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Créances en souffrance sur la clientèle

Les créances en souffrance sur la clientèle sont comptabilisées et évaluées conformément à la réglementation bancaire en vigueur.

Les principales dispositions appliquées se résument comme suit :

- Les créances en souffrance sont, selon le degré de risque, classées en créances pré-douteuses, douteuses ou compromises,
- Les créances en souffrance sont, après déduction des quotités de garantie prévues par la réglementation en vigueur, provisionnées à hauteur de :
 - 20% pour les créances pré-douteuses,
 - 50 % pour les créances douteuses,
 - 100 % pour les créances compromises.

Les provisions relatives aux risques crédits sont déduites des postes d'actif concernés.

- Dès le déclassement des créances saines en créances compromises, les intérêts ne sont plus décomptés et comptabilisés. Ils sont constatés en produits à leur encaissement.
- Les pertes sur créances irrécouvrables sont constatées lorsque les chances de récupérations des créances en souffrance sont jugées nulles.
- Les reprises de provisions pour créances en souffrance sont constatées lorsque celles-ci ont connu une évolution favorable (remboursements effectifs ou restructuration de la créance avec un remboursement partiel ou total).

1.4 DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET LA CLIENTÈLE

Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont présentées dans les états de synthèse selon leur durée initiale ou la nature de ces dettes :

- dettes à vue et à terme pour les établissements de crédit,
- Comptes à vue créditeurs, comptes d'épargne, dépôts à terme et autres comptes créditeurs pour la clientèle.

Sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie, les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs.

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

1.5 PORTEFEUILLE DE TITRES

1.5.1 Présentation générale

Les opérations sur titres sont comptabilisées et évaluées conformément aux dispositions du Plan Comptable des Établissements de Crédit.

Les titres sont classés d'une part, en fonction de la nature juridique du titre (titre de créance ou titre de propriété), d'autre part, en fonction de l'intention (titre de transaction, titre de placement, titre d'investissement, titre de participation).

1.5.2 Titres de transaction

Sont inscrits dans ce portefeuille, les titres dont la liquidité est assurée et qui ont été acquis avec une intention de revente à brève échéance.

Ces titres sont enregistrés à leur valeur d'achat (coupon inclus). A chaque arrêté comptable, la différence entre cette valeur et la valeur de marché est inscrite directement en compte de résultats

1.5- 3 Titres de placement

Sont inscrits dans ce portefeuille, les titres acquis dans un objectif de détention supérieure à 6 mois à l'exception des titres à revenus fixes destinés à être conservés jusqu'à leur échéance. Cette catégorie de titres comprend notamment les titres qui ne satisfont pas aux conditions nécessaires leur permettant d'être classés dans une autre catégorie de titres.

Les titres de créances sont comptabilisés, coupon couru inclus dans le prix d'acquisition

Les titres de propriété sont enregistrés à leur valeur d'achat hors frais d'acquisition.

A chaque arrêté comptable, la différence négative entre la valeur de marché et la valeur d'entrée des titres fait l'objet d'une provision pour dépréciation. Les plus-values latentes ne sont pas enregistrées.

1.5.4 Titres d'investissement

Les titres d'investissement sont des titres de créance qui sont acquis ou qui proviennent d'une autre catégorie de titres, avec l'intention de les détenir jusqu'à l'échéance, pour procurer, sur une assez longue période, des revenus réguliers.

A leur date d'acquisition, ces titres sont enregistrés coupon inclus dans le prix d'acquisition

A chaque arrêté comptable, les titres sont maintenus pour leur valeur d'acquisition quel que soit la valeur de marché du titre. En conséquence, la perte ou le profit latent ne sont pas enregistrés. Au 30 Juin, aucun titre n'est classé dans la catégorie de titres d'investissement ; en effet, la

banque a procédé au reclassement de la totalité de son portefeuille de titres d'investissement en titres de placement afin d'harmoniser la classification des titres entre les comptes sociaux et les comptes consolidés, en conformité avec les dispositions de la section 2 « opération sur titres » du PCEC mis à jour, en vigueur à compter du 01/01/2008.

1.5.5 -Titres de participation

Sont inscrits dans cette catégorie les titres dont la possession durable est estimée utile à la banque. A chaque arrêté comptable, leur valeur est estimée sur la base des éléments généralement admis : valeur d'usage, quote-part dans la situation nette, perspectives de résultats et cours de bourse. Seules, les moins-values latentes donnent lieu, au cas par cas, selon la valeur d'utilité de la participation à la constitution de provisions pour dépréciation

1,5,6 Pensions livrées

Les titres donnés en pension sont maintenus au bilan et le montant encaissé représentatif de la dette à l'égard du cessionnaire, est enregistré au passif du bilan.

Les titres reçus en pension ne sont pas inscrits au bilan, mais le montant décaissé représentatif de la créance sur le cédant est enregistré à l'actif du bilan.

1.6 LES OPÉRATIONS LIBELLÉES EN DEVICES

Les créances et les dettes ainsi que les engagements par signature libellés en devises étrangères sont convertis en dirhams au cours de change moyen en vigueur à la date de clôture.

La différence de change sur les comptes tenus en devises est enregistrée en compte de résultat. Les produits et charges en devises étrangères sont convertis au cours du jour de leur comptabilisation.

1.7 LES PROVISIONS POUR RISQUES GÉNÉRAUX

Ces provisions sont constituées, à l'appréciation des dirigeants, en vue de faire face à des risques futurs relevant de l'activité bancaire, actuellement non identifiés et non mesurables avec précision.

Les provisions ainsi constituées font l'objet d'une réintégration fiscale.

1.8 LES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations incorporelles et corporelles figurent au bilan à la valeur d'acquisition diminuée des amortissements cumulés, calculés selon la méthode linéaire sur les durées de vie estimées.

Les immobilisations incorporelles ventilées en immobilisations d'exploitation et hors exploitation sont amorties sur les durées suivantes :

Nature	Durée d'amortissement
Droit au bail	non amortissable
Logiciels informatiques	7 ans

Les immobilisations corporelles ventilées en immobilisations d'exploitation et hors exploitation sont composées et sont amorties sur les durées suivantes :

Nature	Durée d'amortissement
Terrains d'exploitation	non amortissables
Immeubles d'exploitation : bureaux	25 ans
Matériel roulant	5 ans
Matériel de bureau	5 ans
Mobilier de bureau	10 ans
Agencements, aménagements et installations d'exploitation	10 ans
Matériel informatique :	
- Grosse informatique	10 ans
- Micro informatique	7 ans

1.9 CHARGES À RÉPARTIR

Les charges à répartir enregistrent des dépenses qui, eu égard à leur importance et leur nature, sont susceptibles d'être rattachées à plus d'un exercice.

1.10 PROVISIONS RÉGLEMENTÉES

Les provisions réglementées sont constituées en application de dispositions législatives ou réglementaires, notamment par le souci de bénéficier d'un avantage fiscal.

Dès lors que les conditions de constitution et d'utilisation sont réunies et ayant été constituées pour bénéficier d'un avantage fiscal certain, les provisions réglementées, à l'exception des amortissements dérogatoires, ont un caractère de réserves libérées d'impôt.

1.11 PRISE EN COMPTE DES INTÉRÊTS ET COMMISSIONS DANS LE COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

Intérêts

Sont considérés comme intérêts, les produits et charges calculés sur des capitaux effectivement prêtés ou empruntés. Sont considérés comme intérêts assimilés, les produits et charges calculés sur une base prorata Temporis et qui rémunèrent un risque. Entrent notamment dans cette catégorie, les commissions sur engagements de garantie et de financement (caution, crédit documentaire..).

Les intérêts courus sur les capitaux effectivement prêtés ou empruntés sont constatés dans les comptes de créances et dettes rattachées les ayant générés par la contrepartie du compte de résultat. Les intérêts assimilés sont constatés en produits ou en charges dès leur facturation.

Commissions

Les produits et charges, déterminés sur une base «flat» et qui rémunèrent une prestation de service, sont constatés en tant que commissions dès leur facturation.

1.12 CHARGES ET PRODUITS NON COURANTS

Ils représentent exclusivement les charges et produits à caractère extraordinaire et sont par principe rares puisque de nature inhabituelle et de survenance exceptionnelle.

1.13 ENGAGEMENTS DE RETRAITE

Les engagements de retraites (wissam Al Choghl, indemnités de départ à la retraite) qui ne sont pas couverts par des régimes de retraite gérés par des organismes indépendants externes (à caractère non obligatoire) ne font pas l'objet d'une provision pour risques et charges.



BILAN ACTIF	En milliers de DH	
	30/06/2017	31/12/2016
1. VALEURS EN CAISSE, BANQUES CENTRALES, TRÉSOR PUBLIC,		
Service des chèques postaux	980 499	2 004 789
2. CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	7 466 943	5 666 632
À vue	2 149 336	1 006 335
À terme	5 317 606	4 660 297
3. CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE	39 612 157	39 561 789
Crédits de trésorerie et à la consommation	13 954 791	13 764 058
Crédits à l'équipement	9 298 164	9 074 145
Crédits immobiliers	14 772 489	14 769 270
Autres crédits	1 586 713	1 954 317
4. CRÉANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE	1 238 453	826 879
5. TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT	8 983 364	7 850 013
Bons du trésor et valeurs assimilées	8 181 915	6 878 971
Autres titres de créance	796 582	964 550
Titres de propriété	4 867	6 491
6. AUTRES ACTIFS	872 812	590 953
7. TITRES D'INVESTISSEMENT	-	-
Bons du trésor et valeurs assimilées	-	-
Autres titres de créance	-	-
8. TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILÉS	299 931	302 830
9. CRÉANCES SUBORDONNÉES	-	-
10. IMMOBILISATIONS DONNÉES EN CRÉDIT-BAIL ET EN LOCATION	746 343	520 340
11. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	510 779	519 778
12. IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 397 167	1 458 045
TOTAL DE L'ACTIF	62 108 449	59 302 048

HORS BILAN	En milliers de DH	
	30/06/2017	31/12/2016
ENGAGEMENTS DONNÉS	21 631 929	21 022 297
1. Engagements de financement donnés en faveur d'établissements de crédit et assimilés	0	425
2. Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	6 862 962	7 881 696
3. Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	7 954 560	7 127 992
4. Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	6 329 936	6 012 184
5. Titres achetés à réméré	0	0
6. Autres titres à livrer	484 472	0
ENGAGEMENTS REÇUS	5 470 008	4 135 574
7. Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	0	0
8. Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	5 470 008	4 135 574
9. Engagements de garantie reçus de l'État et d'organismes de garantie divers	0	0
10. Titres vendus à réméré	0	0
11. Autres titres à recevoir	0	0

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES DU 01/01/2017 AU 30/06/2017	En milliers de DH	
	30/06/2017	30/06/2016
I. PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	1 910 768	1 924 158
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	97 056	91 550
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	1 123 855	1 174 154
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	115 220	93 451
Produits sur titres de propriété	93 968	119 302
Produits sur opérations de crédit-bail et de location	89 087	71 821
Commissions sur prestations de service	245 455	231 411
Autres produits bancaires	146 125	142 470
II. CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	-494 652	-429 633
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	-29 204	-7 708
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	-151 959	-166 066
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	-68 879	-76 038
Charges sur opérations de crédit-bail et de location	-123 045	-65 649
Autres charges bancaires	-121 565	-114 172
III. PRODUIT NET BANCAIRE	1 416 116	1 494 525
Produits d'exploitation non bancaire	8 688	12 289
Charges d'exploitation non bancaire	-11 595	-589
IV. CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	-768 594	-769 795
Charges de personnel	-421 539	-421 709
Impôts et taxes	-9 784	-9 556
Charges externes	-234 711	-235 208
Autres charges générales d'exploitation	-10	-435
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	-102 550	-102 888
V. DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CRÉANCES IRRÉCOUVRABLES	-627 511	-875 729
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	-446 205	-476 028
Pertes sur créances irrécouvrables	-156 837	-325 755
Autres dotations aux provisions	-24 469	-73 946
VI. REPRISES DE PROVISIONS ET RÉCUPÉRATIONS SUR CRÉANCES AMORTIES	532 240	509 993
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	354 778	441 860
Récupérations sur créances amorties	2 644	813
Autres reprises de provisions	174 818	67 319
VII. RÉSULTAT COURANT	549 345	370 694
Produits non courants	172	3 149
Charges non courantes	-190 051	-16 342
VIII. RÉSULTAT AVANT IMPÔTS	359 466	357 501
Impôts sur les résultats	-71 018	-98 735
IX. RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	288 448	258 766
TOTAL PRODUITS	2 451 868	2 449 589
TOTAL CHARGES	-2 163 420	-2 190 823
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	288 448	258 766

BILAN PASSIF	En milliers de DH	
	30/06/2017	31/12/2016
1. BANQUES CENTRALES, TRÉSOR PUBLIC, SERVICE DES CHÈQUES POSTAUX	0	0
2. DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	5 496 113	2 527 085
À vue	716 414	332 089
À terme	4 779 698	2 194 996
3. DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE	42 046 798	41 661 641
Comptes à vue créditeurs	28 521 401	28 998 854
Comptes d'épargne	8 215 697	8 220 723
Dépôts à terme	3 720 057	2 752 458
Autres comptes créditeurs	1 589 643	1 689 606
4. TITRES DE CRÉANCE ÉMIS	4 097 695	4 422 312
Titres de créance négociables	4 097 695	4 422 312
Emprunts obligataires	0	0
Autres titres de créance émis	0	0
5. AUTRES PASSIFS	1 770 702	1 456 593
6. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	227 414	408 714
7. PROVISIONS RÉGLEMENTÉES	0	0
8. SUBVENTIONS, FONDS PUBLICS AFFECTÉS ET FONDS SPÉCIAUX DE GARANTIE	0	0
9. DETTES SUBORDONNÉES	773 854	754 313
10. ÉCARTS DE RÉÉVALUATION	0	0
11. RÉSERVES ET PRIMES LIÉES AU CAPITAL	3 284 453	3 284 453
12. CAPITAL	1 327 929	1 327 929
13. ACTIONNAIRES. CAPITAL NON VERSÉ (-)		
14. REPORT À NOUVEAU (+/-)	2 795 044	3 191 198
15. RÉSULTATS NETS EN INSTANCE D'AFFECTATION (+/-)	0	0
16. RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE (+/-)	288 448	267 810
TOTAL DU PASSIF	62 108 449	59 302 048

ÉTAT DES SOLDES DE GESTION DU 01/01/2017 AU 30/06/2017	En milliers de DH	
	30/06/17	30/06/16
I - TABLEAU DE FORMATION DES RÉSULTATS		
1 (+) Intérêts et produits assimilés	1 336 132	1 359 155
2 (-) Intérêts et charges assimilées	250 041	249 812
MARGE D'INTÉRÊT	1 086 091	1 109 343
3 (+) Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	89 087	71 821
4 (-) Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	123 045	65 649
RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE CRÉDIT-BAIL ET DE LOCATION	-33 958	6 172
5 (+) Commissions perçues	247 518	233 613
6 (-) Commissions servies	41 035	30 861
MARGE SUR COMMISSIONS	206 483	202 753
7 (+) Résultats des opérations sur titres de transaction	12 076	14 605
8 (+) Résultats des opérations sur titres de placement	16 788	10 581
9 (+) Résultats des opérations de change	76 294	75 583
10 (+) Résultats des opérations sur produits dérivés	120	-361
RÉSULTATS DES OPÉRATIONS DE MARCHÉ	105 277	100 407
11 (+) Divers autres produits bancaires	98 233	122 439
12 (-) Diverses autres charges bancaires	46 010	46 590
PRODUIT NET BANCAIRE	1 416 116	1 494 525
13 (+) Résultats des opérations sur immobilisations financières	-5 684	13 832
14 (+) Autres produits d'exploitation non bancaire	8 688	12 114
15 (-) Autres charges d'exploitation non bancaire	6 741	589
16 (-) Charges générales d'exploitation	768 594	769 795
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	643 785	750 087
17 (+) Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	-245 620	-359 109
18 (+) Autres dotations nettes de reprises aux provisions	151 179	-20 284
RÉSULTAT COURANT	549 345	370 694
RÉSULTAT NON COURANT	-189 879	-13 193
19 (-) Impôts sur les résultats	71 018	98 735
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	288 448	258 766
II - CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT		
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	288 448	258 766
20 (+) Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	102 550	102 888
21 (+) Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	830	0
22 (+) Dotations aux provisions pour risques généraux	3 639	68 862
23 (+) Dotations aux provisions réglementées	0	0
24 (+) Dotations non courantes	0	0
25 (-) Reprises de provisions	-164 323	-66 412
26 (-) Plus-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	-2 165	0
27 (+) Moins-values de cession sur immobilisations incorporelles et corporelles	6 741	0
28 (-) Plus-values de cession sur immobilisations financières	0	-174
29 (+) Moins-values de cession sur immobilisations financières	4 854	0
30 (-) Reprises de subventions d'investissement reçues	0	0
+ CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT	240 574	363 929
- Bénéfices distribués	663 964	398 379
AUTOFINANCEMENT	-423 391	-34 449

CRÉANCES SUBORDONNÉES AU 30/06/2017	En milliers de DH					
	Créances	MONTANT			DONT ENTREPRISES LIÉES ET APPARENTÉES	
		30/06/N	31/12/N-1	30/06/N	31/12/N-1	31/12/N-1
	Brut 1	Prov. 2	Net 3	Net 4	Net 5	Net 6
Créances subordonnées aux établissements de crédit et assimilés				NÉANT		
Créances subordonnées à la clientèle						
TOTAL						



DÉTAIL DES AUTRES ACTIFS		En milliers de DH	
ACTIF	30/06/17	31/12/16	
INSTRUMENTS OPTIONNELS ACHETÉS	9 167	13 225	
OPÉRATIONS DIVERSES SUR TITRES	8 243	4 498	
DÉBITEURS DIVERS	211 074	165 200	
Sommes dues par l'Etat	198 440	141 266	
Sommes dues par les organismes de prévoyance	-	-	
Sommes diverses dues par le personnel	3 295	2 168	
Comptes clients de prestations non bancaires	-	-	
Divers autres débiteurs	9 339	21 767	
VALEURS ET EMPLOIS DIVERS	131 754	130 120	
COMPTES DE RÉGULARISATION	512 575	277 910	
Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan	-	-	
Comptes d'écarts sur devises et titres	5 203	2 682	
Résultats sur produits dérivés de couverture	-	-	
Charges à répartir sur plusieurs exercices	17 891	21 141	
Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc	-	-	
Produits à recevoir et charges constatées d'avance	218 948	50 894	
Autres comptes de régularisation	270 533	203 193	
CRÉANCES EN SOUFFRANCE SUR OPÉRATIONS DIVERSES	1	1	
TOTAL	872 813	590 953	

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIES		En milliers de DH	
	30/06/17	31/12/16	
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE DONNÉS	21 631 930	21 022 297	
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT EN FAVEUR D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	-	425	
Crédits documentaires import	-	-	
Acceptations ou engagements de payer	-	-	
Ouvertures de crédits confirmés	-	-	
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-	
Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-	
Autres engagements de financement donnés	-	425	
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT EN FAVEUR DE LA CLIENTÈLE	6 862 962	7 881 696	
Crédits documentaires import	2 856 242	2 574 200	
Acceptations ou engagements de payer	1 089 692	1 042 479	
Ouvertures de crédits confirmés	205 160	203 168	
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-	
Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-	
Autres engagements de financement donnés	2 711 867	4 061 850	
ENGAGEMENTS DE GARANTIE EN FAVEUR D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	7 954 560	7 127 992	
Crédits documentaires export confirmés	25 806	24 453	
Acceptations ou engagements de payer	10 598	10 719	
Garanties de crédits données	-	-	
Autres cautions, avals et garanties donnés	7 918 156	7 092 820	
Engagements en souffrance	-	-	
ENGAGEMENTS DE GARANTIE DE L'ORDRE DE LA CLIENTÈLE	6 329 936	6 012 184	
Garanties de crédits données	-	-	
Caution et garanties en faveur de l'administration publique	3 677 303	3 583 941	
Autres cautions et garanties données	2 652 633	2 428 243	
Engagements en souffrance	-	-	
AUTRES TITRES À LIVRER	484 472	-	
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE REÇUS	5 470 008	4 135 574	
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT REÇUS D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	-	-	
Ouvertures de crédit confirmés	-	-	
Engagements de substitution sur émission de titres	-	-	
Autres engagements de financement reçus	-	-	
ENGAGEMENTS DE GARANTIE REÇUS D'ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	5 470 008	4 135 574	
Garanties de crédits	-	-	
Autres garanties reçues	5 470 008	4 135 574	
ENGAGEMENTS DE GARANTIE REÇUS DE L'ÉTAT ET D'ORGANISMES DE GARANTIE DIVERS	-	-	
Garanties de crédits	-	-	
Autres garanties reçues	-	-	
AUTRES TITRES À RECEVOIR	-	-	

COMMISSIONS AU 30/06/2017		En milliers de DH	
Commissions	Montant		
COMMISSIONS PERÇUES	247 518		
Sur opérations de change	2 063		
Sur opérations sur titres	2 109		
Sur engagements sur titres	-		
Sur opérations sur titres en gestion et en dépôt	17 041		
Sur moyens de paiement	67 774		
Sur activités de conseil et d'assistance	11 801		
Sur ventes de produits d'assurances	13 034		
Commissions de fonctionnement de compte	15 425		
Commissions sur prestations de service sur crédit	34 102		
Sur autres prestations de service	84 168		
COMMISSIONS VERSÉES	41 035		
Sur opérations de change	-		
Relatives aux interventions sur les marchés primaires de titres	-		
Sur produits dérivés	-		
Sur opérations sur titres en gestion et en dépôt	-		
Sur moyens de paiement	26 059		
Sur activités de conseil et d'assistance	-		
Sur ventes de produits d'assurances	-		
Sur autres prestations de service	14 976		

DÉTAIL DES AUTRES PASSIFS		En milliers de DH	
PASSIF	30/06/17	31/12/16	
INSTRUMENTS OPTIONNELS VENDUS	9 132	15 566	
OPÉRATIONS DIVERSES SUR TITRES	12 796	9 350	
CRÉDITEURS DIVERS	787 916	555 177	
Sommes dues à l'Etat	202 105	140 761	
Sommes dues aux organismes de prévoyance	37 543	34 431	
Sommes diverses dues au personnel	36	42	
Sommes diverses dues aux actionnaires et associés	2 038	1 569	
Fournisseurs de biens et services	48 738	19 378	
Divers autres créditeurs	497 456	358 995	
COMPTES DE RÉGULARISATION	960 858	876 501	
Compte de concordance Dirhams/devises	-	-	
Comptes d'ajustement des opérations de hors bilan	-	-	
Comptes d'écarts sur devises et titres	979	493	
Résultats sur produits dérivés de couverture	-	-	
Comptes de liaison entre siège, succursales et agences au Maroc	573 623	512 779	
Charges à payer et produits constatés d'avance	160 948	176 006	
Autres comptes de régularisation	-	-	
Comptes transitoires ou d'attente créditeur	225 308	187 223	
TOTAL	1 770 702	1 456 593	

PRODUITS SUR TITRES DE PROPRIÉTÉ AU 30/06/2017		En milliers de DH	
Catégorie des titres	Produits perçus		
Titres de participation	12 239		
Participations dans les entreprises liées	81 729		
Titres de l'activité de portefeuille	0		
Emplois assimilés	0		
TOTAL	93 968		

ENGAGEMENTS SUR TITRES AU 30/06/2017		En milliers de DH	
ENGAGEMENTS DONNÉS	Montant		
Titres achetés à réméré	NEANT		
Autres titres à livrer	484 472		
ENGAGEMENTS REÇUS	Montant		
Titres vendus à réméré	NEANT		
Autres titres à recevoir	NEANT		

VENTILATION DU TOTAL DE L'ACTIF, DU PASSIF ET DE L'HORS BILAN EN MONNAIE ÉTRANGÈRE AU 30/06/2017		En milliers de DH	
Bilan	Montant		
ACTIF	3 586 426		
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	11 472		
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	3 455 088		
Créances sur la clientèle	8 450		
Titres de transaction et de placement et investissement	54 180		
Autres actifs	4 302		
Titres de participation et emplois assimilés	52 934		
Créances subordonnées	-		
Immobilisations données en crédit-bail et location	-		
Immobilisations incorporelles et corporelles	-		
PASSIF	3 586 426		
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	0		
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	283 402		
Dépôts de la clientèle	2 375 413		
Titres de créance émis	-		
Autres passifs	927 611		
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	-		
Dettes subordonnées	-		
HORS BILAN			
Engagements donnés	9 854 723		
Engagements reçus	1 114		

OPÉRATIONS DE CHANGE À TERME ET ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DÉRIVÉS		En milliers de DH			
Titres	OPÉRATIONS DE COUVERTURE		AUTRES OPÉRATIONS		
	30/06/2017	31/12/2016	30/06/2017	31/12/2016	
OPÉRATIONS DE CHANGE À TERME	4 099 975	2 774 316			
Devises à recevoir	718 529	779 775			
Dirhams à livrer	501 317	558 546			
Devises à livrer	1 537 247	834 991			
Dirhams à recevoir	1 342 881	601 005			
Dont swaps financiers de devises	-	-			
ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DÉRIVÉS	4 166	1 179			
Engagements sur marchés réglementés de taux d'intérêt	-	-			
Engagements sur marchés de gré à gré de taux d'intérêt	-	-			
Engagements sur marchés réglementés de cours de change	4 166	1 179			
Engagements sur marchés de gré à gré de cours de change	-	-			
Engagements sur marchés réglementés d'autres instruments	-	-			
Engagements sur marchés de gré à gré d'autres instruments	-	-			
TOTAL	4 104 141	2 775 495			

ÉTAT DES CHANGEMENTS DES MÉTHODES AU 30/06/2017		En milliers de DH	
Indications de dérogations	Justifications des dérogations	Influence des dérogations sur le patrimoine, la situation financière et les résultats	
Dérogations aux principes comptables fondamentaux	NEANT		NEANT
Dérogations aux méthodes d'évaluation	NEANT		NEANT
Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse	NEANT		NEANT

ÉTAT DES DÉROGATIONS AU 30/06/2017		En milliers de DH	
Nature des changements	Justifications des changements	Influence sur le patrimoine, la situation financière et les résultats	
I. Changements affectant les méthodes d'évaluation	NEANT		NEANT
II. Changements affectant les règles de présentation	NEANT		NEANT



AUTRES PRODUITS ET CHARGES AU 30/06/2017 En milliers de DH

PRODUITS ET CHARGES	MONTANT
AUTRES PRODUITS ET CHARGES BANCAIRES	24 560
AUTRES PRODUITS BANCAIRES	146 125
AUTRES CHARGES BANCAIRES	121 565
Commentaires	
Dont gains sur titres de transaction	34 843
Dont plus-values de cession sur BDT	21 941
Dont Produits sur engagements sur titres	0
Dont Produits sur engagements sur produits dérivés	470
Dont produits sur opérations de change	83 473
Dont Divers autres Produits bancaires	4 285
Dont reprises de provision p/dép des titres de placement	1 133
Dont pertes sur titres de transaction	22 767
Dont moins-values de cession sur BDT	245
Dont charges sur moyens de paiement	26 059
Dont autres charges sur prestations de service	14 976
Dont charges sur engagements de titres	0
Dont charges sur produits dérivés	351
Dont pertes sur opérations de change	5 116
Dont cotisation au fonds de garantie des dépôts	40 840
Dont dotations aux prov depreciait des titres de placement	6 041
DIVERSES CHARGES BANCAIRES	5 170
PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION NON BANCAIRE	MONTANT
PRODUITS D'EXPLOITATION NON BANCAIRE	8 688
CHARGES D'EXPLOITATION NON BANCAIRE	11 595
Commentaires	
PRODUITS	
➤ Dont produits sur valeurs et emplois divers	0
➤ Dont plus-values de cession sur immobilisations financières	0
➤ Dont plus-values de cession sur immobilisations incorp et corporelles	2 165
➤ Dont produits accessoires	614
➤ Dont autres produits d'exploitation non bancaire	5 909
CHARGES	
➤ Dont autres charges sur valeurs et emplois divers	4 854
➤ Dont moins-values de cession sur immobilisations.	6 741

AUTRES CHARGES MONTANT

DOTATION AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CRÉANCES IRRECOURVABLES	627 511
Commentaires	
Dont dotations aux provisions pour créances en souffrance	446 205
Dont pertes sur créances irrécouvrables	156 837
Dont dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	830
Dont dotations aux provisions pour risques d'exécution d'engagement par signature	0
Dont dotations aux provisions pour autres risques et charges	23 639
Dont dotations aux provisions réglementées	0
Dont dotations aux autres provisions	0

AUTRES PRODUITS MONTANT

REPRISES DE PROVISIONS ET RÉCUPERATIONS SUR CRÉANCES AMORTIES	532 240
Commentaires	
Dont reprise de provisions pour créances en souffrance	322 778
Dont récupérations sur créances amorties	2 644
Dont reprise aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	0
Dont reprise de provisions pour risque d'exécution d'engagement par signature	32 000
Dont reprise de provisions pour autres risques et charges	169 900
Dont reprise de provisions réglementées	0
Dont reprise des autres provisions	4 918

PRODUITS ET CHARGES NON COURANTS MONTANT

PRODUITS NON COURANTS	172
CHARGES NON COURANTES	190 051
Commentaires	

RÉSULTAT DES OPÉRATIONS DE MARCHÉ AU 30/06/2017 En milliers de DH

Produits et charges	Montant
PRODUITS	139 797
Gains sur les titres de transaction	34 843
Plus value de cession sur titres de placement	21 941
Reprise de provision sur dépréciation des titres de placement	1 133
Gains sur les produits dérivés	470
Gains sur les opérations de change	81 410
CHARGES	34 520
Pertes sur les titres de transaction	22 767
Moins value de cession sur titres de placement	245
Dotation aux provisions sur dépréciation des titres de placement	6 041
Pertes sur les produits dérivés	351
Pertes sur opérations de change	5 116
RÉSULTAT	105 277

CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION AU 30/06/2017 En milliers de DH

CHARGES	MONTANT
CHARGES DE PERSONNEL	421 539
Commentaires	
Dont salaires et appointements	246 861
Dont primes et gratifications	45 945
Dont charges d'assurances sociales	75 069
Dont charges de retraite	3 422
Dont charges de formation	10 187
Dont autres charges de personnel	40 056
CHARGES	MONTANT
IMPÔTS ET TAXES	9 784
Commentaires	
Taxe urbaine et taxe d'édilité	11
Patente	6 750
Droits d'enregistrements	0
Timbres fiscaux et formules timbrées	89
Taxe sur les véhicules	0
Autres impôts, taxe et droits assimilés	2 934
CHARGES	MONTANT
CHARGES EXTERNES	234 711
Commentaires	
Dont loyers de crédit-bail et de location	35 656
Dont frais d'entretien et de réparation	34 853
Dont rémunérations d'intermédiaire, et honoraires	46 695
Prime d'assurance	1 825
Frais d'électricité, d'eau, de chauffage et de combustible	10 364
Dont transports et déplacements	23 144
Mission et réception	5 187
Dont publicité et publication	20 903
Frais postaux et télécommunications	39 256
frais de recherche et de documentation	193
frais de conseils et d'assemblée	524
Dons et cotisations	2 170
Fournitures de bureau et imprimés	2 541
Dont autres charges externes	11 399
CHARGES	MONTANT
AUTRES CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	10
Commentaires	
Dont pénalités et débits	10
Dont diverses autres charges générales d'exploitation	0

CHARGES MONTANT

DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS DES IMMOBILISATIONS INCORPORÉES ET CORPORELLES	102 550
Commentaires	

CAPITAUX PROPRES AU 30/06/2017 En milliers de DH

CAPITAUX PROPRES	Encours 31/12/2016	Affectation du résultat	Autres variations	Encours 30/06/2017
ÉCARTS DE RÉÉVALUATION				
RÉSERVES ET PRIMES LIÉES AU CAPITAL	3 284 453	0		3 284 453
Réserve légale	132 793	0		132 793
Autres réserves	366 714	0		366 714
Primes d'émission, de fusion et d'apport	2 784 946			2 784 946
CAPITAL	1 327 929	0		1 327 929
Capital appelé	1 327 929			1 327 929
Capital non appelé				
Certificats d'investissement				
Fonds de dotations				
ACTIONNAIRES / CAPITAL NON VERSÉ				
REPORT À NOUVEAU (+/-)	3 191 198	-396 154	0	2 795 044
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE 2016	267 810			
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE 2017				288 448
TOTAL	8 071 390			7 695 874

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION, DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATÉGORIE D'ÉMETTEUR AU 30/06/2017 En milliers de DH

TITRES	Établissement de crédit et assimilés	Émetteurs publics	Émetteurs privés		Total au 30/06/17	Total au 31/12/16
			Financiers	Non financiers		
TITRES COTÉS						
Bons du trésor et valeurs assimilées						
Obligations						
Autres titres de créance						
Titres de propriété			3 393		3 393	5 016
TITRES NON COTÉS						
Bons du trésor et valeurs assimilées		8 088 663			8 088 663	6 774 783
Obligations	0	0	28 378		28 378	37 832
Autres titres de créance	759 431		0		759 431	917 477
Titres de propriété	0		28	1 446	1 475	1 475
TOTAL	759 431	8 088 663	28	33 217	8 881 340	7 736 582

Les chiffres ci-dessus sont présentés hors intérêts courus



CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE AU 30/06/2017

En milliers de DH

	Secteur public	SECTEUR PRIVÉ			Total au 30/06/17	Total au 31/12/16
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
COMPTES DE TRÉSORERIE	511 717	39 583	8 872 832	294 996	9 719 128	9 694 472
Comptes à vue débiteurs	11 524	39 583	4 097 796	234 371	4 383 274	3 957 222
Créances commerciales sur le Maroc	193		2 266 844	4 357	2 271 394	2 308 301
Crédits à l'exportation			56 366		56 366	76 899
Autres crédits de trésorerie	500 000		2 451 826	56 268	3 008 094	3 352 050
CRÉDITS A LA CONSOMMATION				4 195 046	4 195 046	4 014 394
CRÉDITS A L'ÉQUIPEMENT	2 103 734		7 069 989	53 610	9 227 333	9 015 424
CRÉDITS IMMOBILIERS			1 626 892	13 116 748	14 743 640	14 739 760
AUTRES CRÉDITS	176 428	23 981	17 038		217 447	302 910
CRÉANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE	212 618		1 022 320		1 234 938	823 919
INTÉRÊTS COURUS A RECEVOIR	28 293	1	35 441	80 077	143 812	146 383
CRÉANCES EN SOUFFRANCE	0	0	965 549	403 716	1 369 266	1 651 407
Créances pré-douteuses						
Créances douteuses			366 330	138 624	504 954	830 576
Créances compromises			599 219	265 093	864 312	820 832
TOTAL	3 032 790	63 565	19 610 062	18 144 193	40 850 610	40 388 669

Commentaires : Les entreprises non financières comprennent également les entreprises publiques non financières conformément à la présentation préconisée par le PCEC.

CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS AU 30/06/2017

En milliers de DH

	ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT AU MAROC			Établissements de crédit à l'étranger	Total au 30/06/17	Total au 31/12/16
	Bank Al-Maghrib Trésor public service des Chèques postaux	Banque au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc			
COMPTES ORDINAIRES DÉBITEURS	304 253	19 967	51 933	437 763	813 916	1 802 236
VALEURS REÇUES EN PENSION	0	0	0	0	0	0
Au jour le jour		0	0		0	0
À terme			0		0	0
PRÊTS DE TRÉSORERIE	0	200 000	3 607 646	0	3 807 646	1 947 418
Au jour le jour	0	200 000	1 387 013	0	1 587 013	500 738
À terme	0	0	2 220 632	0	2 220 632	1 446 680
PRÊTS FINANCIERS		473 333	2 582 749	0	3 056 082	3 158 325
AUTRES CRÉANCES		53 747	0	0	53 747	53 445
INTÉRÊTS COURUS A RECEVOIR		4 668	35 137	0	39 805	55 967
TOTAL	304 253	751 715	6 277 465	437 763	7 771 196	7 017 392

DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS AU 30/06/2017

En milliers de DH

	ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT AU MAROC			Établissements de crédit à l'étranger	Total au 30/06/17	Total au 31/12/16
	Bank Al-Maghrib Trésor public service des Chèques postaux	Banque au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc			
COMPTES ORDINAIRES CRÉDITEURS		9 713	76 808	409 245	495 766	248 922
VALEURS DONNÉES EN PENSION	4 200 264	0	0	0	4 200 264	500 210
Au jour le jour	0				0	0
À terme	4 200 264		0		4 200 264	500 210
EMPRUNTS DE TRÉSORERIE	200 000	0	200 000	182 000	582 000	1 449 154
Au jour le jour			200 000		200 000	66 500
À terme	200 000			182 000	382 000	1 382 654
EMPRUNTS FINANCIERS	0		8 202	0	8 202	8 202
AUTRES DETTES		189 603	717		190 320	306 244
INTÉRÊTS COURUS A PAYER	4 388	0	15 161	12	19 560	14 352
TOTAL	4 404 652	199 316	300 888	591 257	5 496 113	2 527 085

DÉPÔTS DE LA CLIENTÈLE AU 30/06/2017

En milliers de DH

DÉPÔTS	Secteur public	SECTEUR PRIVÉ			Total au 30/06/17	Total au 31/12/16
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
COMPTES A VUE CRÉDITEURS	461 566	381 747	7 994 316	18 903 419	27 741 048	28 602 380
COMPTE D'ÉPARGNE	0	0	0	8 215 697	8 215 697	8 220 724
DÉPÔTS A TERME	1 094 130	8 339	501 504	2 091 596	3 695 569	2 726 802
AUTRES COMPTES CRÉDITEURS	230	687 731	1 453 500	224 475	2 365 936	2 082 081
INTÉRÊTS COURUS A PAYER	1 298	22	4 056	23 172	28 548	29 655
TOTAL	1 557 224	1 077 839	9 953 376	29 458 359	42 046 798	41 661 641

Les entreprises non financières comprennent également les entreprises publiques non financières conformément à la présentation préconisée par le PCEC.

VALEURS ET SURETÉS REÇUES ET DONNÉES EN GARANTIE AU 30/06/2017

En milliers de DH

Valeurs et sûretés reçues en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques de l'actif ou du hors bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature données	Montants des créances et des engagements par signature donnés couverts
Bons du trésor et valeurs assimilées	-		
Hypothèques	26 851 875		
Autres valeurs et sûretés réelles	29 752 618		
TOTAL	56 604 492		

Valeurs et sûretés données en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques du passif ou du hors bilan enregistrant les dettes ou les engagements par signature reçus	Montants des dettes ou engagements par signature reçus couverts
Bons du trésor et valeurs assimilées	0		
Hypothèques			
Autres valeurs et sûretés réelles	561 700	BDT donnés en garantie CDG	561 700
TOTAL	561 700		561 700



TITRES DE CRÉANCE ÉMIS AU 30/06/2017

En milliers de DH

Nature titres	CARACTÉRISTIQUES				Mode de remboursement	Dont Montant ⁽¹⁾	Dont entreprises liées	autres apparentés	Montant non amorti des primes d'émission ou de remboursement
	Date de jouissance	Valeur Date d'échéance	Nominale Unitaire	Taux Nominal					
Certificats de dépôt	22/05/2015	22/05/2022	100	3,5		6 000			
Certificats de dépôt	28/09/2015	01/09/2017	100	3,75		15 000			
Certificats de dépôt	30/10/2015	02/10/2017	100	3,25		68 900			
Certificats de dépôt	15/12/2015	01/12/2017	100	3,25		63 500			
Certificats de dépôt	05/01/2016	05/12/2017	100	3,25		211 800			
Certificats de dépôt	23/02/2016	01/02/2018	100	3,15		64 800			
Certificats de dépôt	29/07/2016	28/07/2017	100	2,55		223 700			
Certificats de dépôt	24/08/2016	05/09/2017	100	2,55		178 900			
Certificats de dépôt	27/09/2016	02/11/2017	100	2,6		236 500			
Certificats de dépôt	27/10/2016	02/11/2017	100	2,5		26 100			
Certificats de dépôt	28/11/2016	04/12/2017	100	2,55		124 500			
Certificats de dépôt	29/12/2016	02/01/2018	100	2,55		118 400			
Certificats de dépôt	31/01/2017	02/02/2018	100	2,6		211 800			
Certificats de dépôt	28/02/2017	02/03/2018	100	2,65		161 800			
Certificats de dépôt	30/03/2017	03/04/2018	100	2,6		149 300			
Certificats de dépôt	27/04/2017	02/05/2018	100	2,5		240 500			
Certificats de dépôt	24/05/2017	04/09/2017	100	2,25		11 000			
Certificats de dépôt	24/05/2017	04/09/2017	100	2,25		69 000			
Certificats de dépôt	24/05/2017	04/12/2017	100	2,3		100 000			
Certificats de dépôt	24/05/2017	04/12/2017	100	2,3		10 000			
Certificats de dépôt	24/05/2017	04/09/2017	100	2,25		160 000			
Certificats de dépôt	24/05/2017	04/12/2017	100	2,3		3 000			
Certificats de dépôt	24/05/2017	04/12/2017	100	2,3		7 000			
Certificats de dépôt	24/05/2017	04/12/2017	100	2,3		60 000			
Certificats de dépôt	24/05/2017	04/09/2017	100	2,25		3 500			
Certificats de dépôt	24/05/2017	04/12/2017	100	2,3		20 000			
Certificats de dépôt	24/05/2017	04/09/2017	100	2,25		33 000			
Certificats de dépôt	24/05/2017	04/09/2017	100	2,25		2 000			
Certificats de dépôt	24/05/2017	04/09/2017	100	2,25		6 000			
Certificats de dépôt	24/05/2017	04/09/2017	100	2,25		30 000			
Certificats de dépôt	24/05/2017	04/09/2017	100	2,25		103 000			
Certificats de dépôt	24/05/2017	04/09/2017	100	2,25		72 500			
Certificats de dépôt	24/05/2017	04/12/2017	100	2,3		30 000			
Certificats de dépôt	24/05/2017	04/12/2017	100	2,3		20 000			
Certificats de dépôt	24/05/2017	04/12/2017	100	2,3		20 000			
Certificats de dépôt	24/05/2017	04/12/2017	100	2,3		20 000			
Certificats de dépôt	24/05/2017	04/12/2017	100	2,3		4 000			
Certificats de dépôt	24/05/2017	04/12/2017	100	2,3		10 000			
Certificats de dépôt	24/05/2017	04/12/2017	100	2,3		6 000			
Certificats de dépôt	24/05/2017	04/09/2017	100	2,25		14 000			
Certificats de dépôt	24/05/2017	04/09/2017	100	2,25		16 000			
Certificats de dépôt	24/05/2017	04/12/2017	100	2,3		20 000			
Certificats de dépôt	24/05/2017	04/09/2017	100	2,25		10 000			
Certificats de dépôt	24/05/2017	04/09/2017	100	2,25		10 000			
Certificats de dépôt	24/05/2017	04/12/2017	100	2,3		20 000			
Certificats de dépôt	24/05/2017	04/12/2017	100	2,3		20 000			
Certificats de dépôt	24/05/2017	04/12/2017	100	2,3		20 000			
Certificats de dépôt	24/05/2017	04/12/2017	100	2,3		10 000			
Certificats de dépôt	24/05/2017	04/12/2017	100	2,3		30 000			
Certificats de dépôt	24/05/2017	04/12/2017	100	2,3		25 000			
Certificats de dépôt	24/05/2017	04/12/2017	100	2,3		25 000			
Certificats de dépôt	24/05/2017	04/12/2017	100	2,3		27 000			
Certificats de dépôt	24/05/2017	04/12/2017	100	2,3		3 000			
Certificats de dépôt	24/05/2017	04/12/2017	100	2,3		5 000			
Certificats de dépôt	24/05/2017	04/12/2017	100	2,3		5 000			
Certificats de dépôt	24/05/2017	04/12/2017	100	2,3		10 000			
Certificats de dépôt	24/05/2017	04/12/2017	100	2,3		26 000			
Certificats de dépôt	24/05/2017	04/12/2017	100	2,3		7 000			
Certificats de dépôt	24/05/2017	04/12/2017	100	2,3		2 000			
Certificats de dépôt	24/05/2017	04/09/2017	100	2,25		60 000			
Certificats de dépôt	24/05/2017	04/12/2017	100	2,3		20 000			
Certificats de dépôt	24/05/2017	04/12/2017	100	2,3		20 000			
Certificats de dépôt	24/05/2017	04/12/2017	100	2,3		100 000			
Certificats de dépôt	24/05/2017	04/09/2017	100	2,25		80 000			
Certificats de dépôt	31/05/2017	01/06/2018	100	2,50		130 200			
Certificats de dépôt	02/06/2017	02/05/2019	100	2,80		93 000			
Certificats de dépôt	05/10/2015	05/10/2017	100	Tx révisable		24 484			
Certificats de dépôt	01/02/2016	01/02/2018	100	Tx révisable		13 056			
Certificats de dépôt	22/02/2016	22/02/2018	100	Tx révisable		23 882			
Certificats de dépôt	31/10/2016	31/10/2019	100	Tx révisable		16 901			
Certificats de dépôt	04/01/2017	04/01/2019	100	Tx révisable		9 652			
Certificats de dépôt	26/04/2017	26/04/2019	100	Tx révisable		50 964			
Certificats de dépôt	30/05/2017	30/05/2019	100	Tx révisable		20 900			
Certificats de dépôt	11/05/2016	11/05/2020	100	Tx révisable		8 989			
Certificats de dépôt	11/05/2016	11/05/2020	100	Tx révisable		8 989			
Certificats de dépôt	11/05/2016	11/05/2020	100	Tx révisable		26 967			
Certificats de dépôt	30/05/2016	30/05/2018	100	Tx révisable		58 688			
Certificats de dépôt	06/12/2016	06/12/2018	100	Tx révisable		15 693			
Certificats de dépôt	29/08/2016	29/08/2018	100	Tx révisable		11 322			
Certificats de dépôt	13/03/2017	13/03/2019	100	Tx révisable		34 249			
TOTAL						4 049 437			

(1) Les chiffres ci-dessus sont présentés hors intérêts courus qui s'élèvent à 48 258 KDH



TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILÉS AU 30/06/2017

En milliers de DH

Dénomination de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Participation au capital en %	Prix d'acquisition	Valeur comptable nette	— Extrait des derniers états de synthèse de la société émettrice —			Produits inscrits au CPC de l'exercice
						Date de clôture de l'exercice	Situation nette	Résultat net	
PARTICIPATION DANS LES ENTREPRISES LIÉES									
BMCI-LEASING	Crédit bail	80 000	86,91%	111 714	111 714	30/06/2017	196 644	11 385	22 609
BMCI BANQUE OFFSHORE	Banque offshore	KUSD 5 500	100%	55 454	52 934	30/06/2017	75 338	17 100	1 500
BMCI BOURSE	Intermédiaire boursier	20 000	100%	20 000	20 000	30/06/2017	15 280	-645	0
UPAR	Prise de participation	1 500	100%	9 428	3 093	30/06/2017	3 091	-4	
BMCI Asset Management	Gestion des SICAV	1 000	100%	1 000	1 000	30/06/2017	6 357	5 424	12 800
BMCI FINANCE	Prise de participation	8 500	100%	8 500	8 500	30/06/2017	5 898	176	
BMCI FONDS	Gestion des FCP	1 000	100%	1 000	1 000	30/06/2017	1 925	-4	
BMCI ASSURANCE	Intermédiaire en assurances	100	100%	100	100	30/06/2017	15 074	14 885	27 500
BMCI DEVELOPPEMENT	Prise de participation	300	100%	300	0	30/06/2017	-2 055	-158	
BMCI GESTION SOLIDARITE		1 000	0%	500	500				
FCP BMCI GESTION DIVERSIF	OPCVM			500	500				
DELTA RECOUVREMENT	Recouvrement des créances	2 000	100%	2 000	254	30/06/2017	238	-32	
ARVAL MAROC	Location longue durée	30 000	33,34%	27 339	24 732	30/06/2017	102 314	24 209	16 683
Sté Immobil sidi maarouf	Société immobilière	10 100	100%	10 100	10 100	30/06/2017	7 222	-1 348	
AUTRES TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILÉS									
Centre monétique Interbank	Gestion cartes monétiques	98 200	13%	13 000	13 000	31/12/2016	202 973	83 632	10 400
Société Interbank	Gestion cartes monétiques	11 500	22%	2 530	2 530	31/12/2016	13 075	30	
BDSI	Maintenance et devel Inform	16 000	11%	1 760	1 760	30/06/2017	45 441	3 804	583
Sté Immobil Interbancaire GBPM	Société immobilière	19 005	13%	2 534	2 050				
SOGEPIB	Gest & exploit parc indust	18 000	5%	900	900	31/12/2016	24 315	4 571	226
SOGEPOS	Gest & exploit parc indust	35 000	13%	4 622	4 622	31/12/2016	46 137	10 375	1 325
BNP PARIBAS MED BUSINES Process	Gestion de process BACK-OFFICE	14 600	4%	584	584	30/06/2017	26 496	2 347	55
SCI Romandie	Société immobilière			2 930	2 930				
FGCP	Fonds de garantie			5 000	5 000				
Bourse de Casablanca	Bourse	387 518	3,04%		11 765	31/12/2016	622 074	38 740	
NOVEC	Bureau d'études et d'ingénierie	25 700	2,82%	725	725	31/12/2016	517 293	25 451	287
SETTAPARK	Gest & exploit parc indust				6 530	31/12/2016	26 977	-2 614	
ECOPARC	Gest & exploit parc indust	55 000	18,18%		10 000	31/12/2016	52 381	-556	
Divers				3 107	3 107				0
TOTAL					299 931				93 968

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES AU 30/06/2017

En milliers de DH

Nature	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice (1)	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice (1)	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions			Montant net à la fin de l'exercice
					Montant des amortissements et/ou provisions au début de l'exercice	Dotation au titre de l'exercice	Montant des amortissements sur immobilisations sorties	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	804 595	20 331	0	824 925	284 817	29 545	0	510 564
Droit au bail	157 513	51	0	157 564	2 667	0	0	296 457
Immobilisations en recherche et développement	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	647 082	18 631	0	665 713	282 149	29 545	0	212 458
Immobilisations incorporelles hors exploitation	0	1 649	0	1 649	0	0	0	1 649
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 945 584	18 388	14 110	2 949 862	1 487 539	69 415	4 522	1 397 431
Immeubles d'exploitation	1 672 059	3 496	10 808	1 684 747	626 109	31 034	3 620	1 011 225
Terrain d'exploitation	29 293	0	0	29 293	0	0	0	29 293
Immeubles d'exploitation Bureaux	1 600 849	3 496	8 107	1 596 237	604 286	30 240	2 266	963 977
Immeubles d'exploitation Logements de fonction	41 917	0	2 701	39 217	21 822	794	1 354	17 955
Mobilier et matériel d'exploitation	496 159	2 758	0	498 917	388 138	16 139	0	114 640
Mobilier de bureau d'exploitation	163 638	744	0	164 382	128 386	3 674	0	32 323
Matériel de bureau d'exploitation	54 984	14	0	54 997	48 515	1 633	0	4 849
Matériel informatique	277 483	2 000	0	279 483	191 183	10 832	0	77 468
Matériel roulant rattaché à l'exploitation	54	0	0	54	54	0	0	54
Autres matériels d'exploitation	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres immobilisations corporelles d'exploitation	681 949	4 848	1 802	684 995	479 909	21 507	902	184 481
Immobilisations corporelles hors exploitation	37 915	0	1 500	36 415	13 384	735	0	22 296
Terrains hors exploitation	1 500	0	1 500	0	0	0	0	0
Immeubles hors exploitation	32 398	0	0	32 398	10 818	596	0	20 984
Mobilier et matériel hors exploitation	4 017	0	0	4 017	2 566	138	0	1 313
Autres immobilisations corporelles hors exploitation	0	0	0	0	0	0	0	0
IMMOBILISATIONS EN COURS	57 502	7 286	0	64 788	0	0	0	64 788
TOTAL	3 750 178	38 719	14 110	3 774 788	1 772 356	98 960	4 522	1 907 994

(1) Ces rubriques comprennent également les mouvements Entrées et Sorties et transferts des immobilisations

PROVISIONS DU 01/01/2017 AU 30/06/2017

En milliers de DH

PROVISIONS	Encours 31/12/2016	Dotations	Reprises	Autres variations	Encours 30/06/2017
PROVISIONS DÉDUITES DE L'ACTIF, SUR:	4 728 508	453 076	328 829	1 962	4 854 717
créances sur les établissements de crédit et assimilés	155				155
créances sur la clientèle	4 701 545	445 536	322 520	1 962	4 826 523
titres de placement	15 517	6 041	6 051	0	15 507
titres de participation et emplois assimilés	8 030	830	0	0	8 860
Autres titres de participations	2 608	0	0	0	2 608
immobilisations en crédit-bail et en location	248	669	258		659
Autres actifs	406				406
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF	408 714	23 639	201 901	3 038	227 414
provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	50 149	0	32 000	0	18 149
provisions pour risques de change	24				24
provisions pour pertes sur marchés à terme	7 237	0	3 042	0	4 195
provisions pour risques généraux et charges	351 304	23 639	166 858	3 038	205 047
provisions pour pensions de retraite et obligations similaires					
provisions réglementées	0	0	0		0
TOTAL GÉNÉRAL	5 137 222	476 715	530 729	5 000	5 082 131

DATATION ET ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS AU 30/06/2017

I. DATATION

Date de clôture (1)	30 juin 2017
Date d'établissement des états de synthèse (2)	21 septembre 2017

(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice
(2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse.

II. ÉVÉNEMENTS NÉS POSTÉRIEUREMENT À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES À CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1^{RE} COMMUNICATION EXTERNE DES ÉTATS DE SYNTHÈSE

Dates	Indications des événements
	Favorables Néant
	Défavorables Néant



MARGE D'INTÉRÊT AU 30/06/2017

En milliers de DH

CAPITAUX MOYENS	Montant	Taux de rendement moyen	Coût moyen
Encours moyens des emplois	41 336 514	5,47%	
Encours moyens des ressources	41 418 863		0,99%

INTÉRÊTS	Montant 30/06/2017	Dont montant relatif aux exercices précédent	Montant 31/12/2016	Variation due à l'évolution du taux	Variation due à l'évolution des volumes
INTÉRÊTS PERÇUS	1 121 598		2 314 979		
Dont Intérêts sur opérations effectuées avec des entreprises liées					
Dont Intérêts sur créances subordonnées					
INTÉRÊTS VERSÉS	202 823		448 346		
Dont Intérêts sur opérations effectuées avec des entreprises liées					
Dont Intérêts sur dettes subordonnées					

Les encours moyens et intérêts 2017 concernent uniquement les volumes de la clientèle y compris les Sociétés de crédit à la consommation (hors créances compromises)

COMMISSIONS	Montant 30/06/2017	Dont montant relatif aux exercices précédents
Commissions perçues sur engagements de financement donnés	14 802	
Commissions perçues sur engagements de garantie donnés	41 297	
Commissions versées sur engagements de financement reçus	0	
Commissions versées sur engagements de garantie reçus	2 507	

IMMOBILISATIONS DONNÉES EN CRÉDIT-BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET EN LOCATION SIMPLE DU 01/01/2017 AU 30/06/2017

En milliers de DH

Nature	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements		Provisions			Montant net à la fin de l'exercice
					Dotation au titre de l'exercice	Cumul des amortissements	Dotation au titre de l'exercice sorties	Reprises de provisions	Cumul des provisions	
IMMOBILISATIONS DONNÉES EN CRÉDIT-BAIL ET EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT	759 770	350 875	24 062	1 086 583	120 931	339 581	669	258	659	746 343
CRÉDIT-BAIL SUR IMMOBILISATIONS INCORPORELLES										
CRÉDIT-BAIL MOBILIER	750 991	342 510	20 531	1 072 970	119 832	333 740	-	-	-	739 230
☑ Crédit-bail mobilier en cours	480	544		1 024	-	-				1 024
☑ Crédit-bail mobilier loué	750 511	341 966	20 531	1 071 945	119 832	333 740	-	-	-	738 206
☑ Crédit-bail mobilier non loué après résiliation										
CRÉDIT-BAIL IMMOBILIER										
☑ Crédit-bail immobilier en cours										
☑ Crédit-bail immobilier loué										
☑ Crédit-bail immobilier non loué après résiliation										
LOYERS COURUS A RECEVOIR										
LOYERS RESTRUCTURES										
LOYERS IMPAYÉS	2 427	1 153		3 580						3 580
CRÉANCES EN SOUFFRANCE	6 352	7 213	3 530	10 034	1 098	5 842	669	258	659	3 534
IMMOBILISATIONS DONNÉES EN LOCATION SIMPLE										
BIENS MOBILIERS EN LOCATION SIMPLE										
BIENS IMMOBILIERS EN LOCATION SIMPLE										
LOYERS COURUS A RECEVOIR										
LOYERS RESTRUCTURES										
LOYERS IMPAYÉS										
LOYERS EN SOUFFRANCE										
TOTAL	759 770	350 875	24 062	1 086 583	120 931	339 581	669	258	659	746 343

VALEURS DES TITRES DE TRANSACTION, DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT AU 30/06/2017

En milliers de DH

TITRES	Valeurs comptable brute	Valeur Actuelle	Valeur de remboursement	plus-values latentes	moins-values latentes	Provisions
TITRES DE TRANSACTION	1 151 738	1 151 738	1 118 600	-	-	-
Bons du trésor et valeurs assimilées	1 051 621	1 051 621	1 018 600	-	-	-
Obligations	-	-	-	-	-	-
Autres titres de créance	100 117	100 117	100 000	-	-	-
Titres de propriété	0	0	0	-	-	-
TITRES DE PLACEMENT	7 745 107	7 729 601	7 506 431	46 771	15 506	15 506
Bons du trésor et valeurs assimilées	7 049 113	7 037 042	6 882 965	45 127	12 071	12 071
Obligations	28 377	28 377	28 380	290	-	-
Autres titres de créance	659 331	659 315	586 800	1 354	16	16
Titres de propriété	8 286	4 867	8 286	-	3 419	3 419
TITRES D'INVESTISSEMENT	-	-	-	-	-	-
Bons du trésor et valeurs assimilées	-	-	-	-	-	-
Obligations	-	-	-	-	-	-
Autres titres de créance	-	-	-	-	-	-
Titres de propriété	-	-	-	-	-	-
TOTAL	8 896 845	8 881 339	8 625 031	46 771	15 506	15 506

Non inclus les intérêts courus à recevoir

TITRES ET AUTRES ACTIFS GÉRÉS OU EN DÉPÔTS AU 30/06/2017

En milliers de DH

Titres	NOMBRE DE TITRES		MONTANTS	
	30/06/2017	31/12/2016	30/06/2017	31/12/2016
Titres dont l'établissement est dépositaire			61 876 345	63 317 907
Titres gérés en vertu d'un mandat de gestion				
Titres d'OPCVM domiciliée dont l'établissement est dépositaire			12 713 705	13 317 913
Titres d'OPCVM gérés en vertu d'un mandat de gestion				
Autres actifs dont l'établissement est dépositaire				
Autres actifs gérés en vertu d'un mandat de gestion				

VENTILATION DES RÉSULTATS PAR MÉTIER OU PÔLE D'ACTIVITÉ AU 30/06/2017

En milliers de DH

	Activité I	Activité II	Activité III	Activité IV	Total
PRODUIT NET BANCAIRE					1 416 116
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION					643 785
RÉSULTAT AVANT IMPÔT					359 466

Commentaires : Le système d'information actuel de la banque ne permet pas le découpage des résultats par activité. Cette analyse serait faisable dans le cadre du nouveau système d'information en cours de déploiement au sein de la banque.



TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE DU 01/01/2017 AU 30/06/2017

	En milliers de DH	
	30/06/2017	31/12/2016
1. (+) Produits d'exploitation bancaire perçus	1 820 190	3 596 023
2. (+) Récupérations sur créances amorties	2 644	1 102
3. (+) Produits d'exploitation non bancaire perçus	6 523	23 992
4. (-) Charges d'exploitation bancaire versées	-954 425	-1 637 349
5. (-) Charges d'exploitation non bancaire versées	0	-9 848
6. (-) Charges générales d'exploitation versées	-666 044	-1 370 321
7. (-) Impôts sur les résultats versés	-71 018	-141 674
I. FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DU COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES	137 869	461 924
Variation des :		
8. (+) Créances sur les établissements de crédit et assimilés	-1 800 311	-767 613
9. (+) Créances sur la clientèle	-461 942	505 174
10. (+) Titres de transaction et de placement	-1 133 352	-941 663
11. (+) Autres actifs	-281 859	21 087
12. (+) Immobilisations données en crédit-bail et en location	-226 003	-214 653
13. (+) Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	2 969 028	1 045 496
14. (+) Dépôts de la clientèle	385 156	-61 095
15. (+) Titres de créance émis	-324 617	857 987
16. (+) Autres passifs	314 109	35 387
II. SOLDE DES VARIATIONS DES ACTIFS ET PASSIFS D'EXPLOITATION	-559 791	480 108
III. FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION (I + II)	-421 922	942 032
17. (+) Produit des cessions d'immobilisations financières	1 706	1 674
18. (+) Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	5 000	
19. (-) Acquisition d'immobilisations financières	0	-12 906
20. (-) Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	-38 719	-144 782
21. (+) Intérêts perçus		
22. (+) Dividendes perçus	93 608	138 172
IV. FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT	61 596	-17 842
23. (+) Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus		
24. (+) Variation de dettes subordonnées		
25. (+) Émission d'actions	0	-
26. (-) Remboursement des capitaux propres et assimilés		
27. (-) Intérêts versés		
28. (-) Dividendes versés	-663 964	-398 379
V. FLUX DE TRÉSORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT	-663 964	-398 379
VI. VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE (III+IV+V)	-1 024 290	525 811
VII. TRÉSORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	2 004 789	1 478 978
VIII. TRÉSORERIE A LA CLÔTURE DE L'EXERCICE	980 499	2 004 789

PASSAGE DU RÉSULTAT NET COMPTABLE AU RÉSULTAT NET FISCAL AU 30/06/2017

	En milliers de DH	
	Montant	Montant
INTITULES		
RÉSULTAT NET COMPTABLE	288 448	
Bénéfice net	288 448	
Perte nette		
RÉINTEGRATIONS FISCALES	147 489	
1. COURANTES	4 836	
➤ Cadeaux à la clientèle	472	
➤ Redevances et locations non déductibles	193	
➤ Pénalités et amendes	10	
➤ dons, subventions et cotisations	570	
➤ Sponsoring & Mécénat culturel	3 651	
➤ Frais de réception et événements exceptionnels	0	
➤ Charges du personnel non déductibles	0	
2. NON COURANTES	142 654	
➤ IS	71 018	
➤ Pertes sur créances et comptes soldés (non couvertes par des provisions)	7 749	
➤ Charges non courantes	61 149	
➤ Provision pour risque généraux	1 413	
➤ Charges sur exercices antérieurs	1 325	
DÉDUCTIONS FISCALES		243 997
1. COURANTES		93 608
➤ Dividendes		93 608
2. NON COURANTES		150 389
➤ Reprise de provision pour investissement		0
➤ Reprise de provision pour risques et charges et autres		150 389
TOTAL	435 937	243 997
RÉSULTAT BRUT FISCAL		MONTANTS
Bénéfice brut si T1 > T2 (A)		191 940
Déficit brut fiscal si T2 > T1 (B)		
REPORTS DÉFICITAIRES IMPUTES (C) (1)		0
Exercice n - 4		
Exercice n - 3		
Exercice n - 2		
Exercice n - 1		
RÉSULTAT NET FISCAL		
Bénéfice net fiscal (A - C)		191 940
ou déficit net fiscal (B)		
CUMUL DES AMORTISSEMENTS FISCALEMENT DIFFÉRÉS		MONTANTS
CUMUL DES DÉFICITS FISCAUX RESTANT A REPORTER		0
Exercice n - 4		
Exercice n - 3		
Exercice n - 2		
Exercice n - 1		

(1) Dans la limite du montant du bénéfice brut fiscal (A)

PLUS OU MOINS VALEURS SUR CESSIONS OU RETRAITS D'IMMOBILISATIONS DU 01/01/17 AU 30/06/2017

NATURE	En milliers de DH					
	Montant Brut	Amortissements Cumulés	Valeur nette comptable	Produit de cession	Plus-Values de cession	Moins-values de cession
Droit au bail	0	0	0			
Frais d'établissement sur acquisition Immobilisation	264	264	0			0
Logiciel informatique	0	0	0			
Immeubles exploitation bureau	8 107	2 266	5 841			5 841
Immeubles hors exploitation	0	0	0			
Terrain exploitation	0	0	0			
Agencement Aménagement et Installation	1 768	886	882			882
Agencement Aménagement et Installation			0			
Mobilier de bureau	0	0	0			
Matériel roulant	0	0	0			
Matériel roulant de fonction	0	0	0			
Matériel de bureau	0	0	0			
Immeubles exploitation logement de fonction	2 701	1 354	1 346	5 000	2 154	
Agencement Aménagement et Installation logement de fonction	33	16	17			17
Aménagement nouveaux locaux			0			
Matériel Informatique (Ordinateurs centraux)	0	0	0			
Matériel Informatique (Ordinateurs centraux)			0			
Matériel Informatique (GAB & TPE)	0	0	0			
Matériel Informatique (Micro-ordinateurs)	0	0	0			
Télécommunications	0	0	0			
Mobilier logement de fonction			0			
Terrain hors exploitation	1 500	0	1 500			
TOTAL GÉNÉRAL	14 373	4 786	9 587	5 000	2 154	6 741

DETTES SUBORDONNÉES AU 30/06/2017

Monnaie de l'emprunt	Montant en monnaie				Condition de remboursement anticipé, subordination et convertibilité	Montant de l'emprunt en monnaie nationale	- Dont entreprises liées -		- Dont autres apparentés -	
	de l'emprunt	Cours	Taux	Durée			Montant	Montant	Montant	Montant
MAD	270 000	100	6,04%	10	Subordination classique	270 000				
MAD	255 000	100	6,04%	10	Subordination classique - Coté sur la Bourse de Casablanca	255 000				
MAD	225 000	100	3,35%	10	Subordination classique	225 000		27 800	27 800	
TOTAL	750 000					750 000	0	0	27 800	27 800

288, Boulevard Zerktouni
Casablanca

35, Rue Aziz Belkacem
20 330 Casablanca

BANQUE MAROCAINE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE (BMCI)

ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA SITUATION INTERMÉDIAIRE DES COMPTES SOCIAUX AU 30 JUIN 2017

En application des dispositions du Dahir portant loi n° 1-93-212 du 21 septembre 1993, tel que modifié et complété, nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire de la Banque Marocaine pour le Commerce et l'Industrie (BMCI) comprenant le bilan et le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de flux de trésorerie et une sélection d'états de l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2017. Cette situation intermédiaire qui fait ressortir un montant de capitaux propres et assimilés totalisant KMAD 8.469.728, dont un bénéfice net de KMAD 288.448, relève de la responsabilité des organes de gestion de l'émetteur.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la Profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation provisoire ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que la situation intermédiaire, ci-jointe, ne donne pas une image fidèle du résultat des opérations de la période écoulée ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Banque Marocaine pour le Commerce et l'Industrie (BMCI) arrêtés au 30 juin 2017, conformément au référentiel comptable admis au Maroc.

Casablanca, le 28 septembre 2017

Les Commissaires aux Comptes

Deloitte Audit
288, Boulevard Zerktouni
CASABLANCA
Tél: 05 22 22 48 25/26/34/35
Fax: 05 22 22 48 24

Fawzi Britel Associé

PwC Maroc
PwC Maroc S.A.R.L.
35, Rue Aziz Belkacem - Casablanca
Tél: 05 22 22 48 25/26/34/35
Fax: 05 22 22 48 24

Mohamed Rqibate Associé



Les états financiers consolidés du Groupe BNP Paribas sont présentés au titre des deux premiers semestres 2017 et 2016. Conformément à l'article 20.1 de l'annexe (I) au règlement européen Prospectus (règlement EU 809/2004), il est précisé que le premier semestre 2015 est consultable dans l'actualisation du 1^{er} août 2016, enregistrée sous le numéro D.16-0126-A02, du Document de référence déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers le 9 mars 2016 sous le numéro D.16-0126.

BILAN AU 30 JUIN 2017	En millions d'Euros	
	30 juin 2017	31 décembre 2016
ACTIF		
Caisse, banques centrales	243 384	160 400
Instruments financiers en valeur de marché par résultat		
Portefeuille de titres de transaction	161 885	123 679
Prêts et opérations de pensions	179 045	152 242
Portefeuille évalué en valeur de marché sur option	94 487	87 644
Instruments financiers dérivés	253 559	328 162
Instruments financiers dérivés de couverture	15 373	18 133
Actifs financiers disponibles à la vente	247 455	267 559
Prêts et créances sur les établissements de crédit	46 345	47 411
Prêts et créances sur la clientèle	715 466	712 233
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	3 288	4 664
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	6 114	6 100
Actifs d'impôts courants et différés	6 944	7 966
Comptes de régularisation et actifs divers	125 244	115 967
Participations dans les entreprises mises en équivalence	6 769	6 910
Immubles de placement	1 915	1 911
Immobilisations corporelles	22 792	22 523
Immobilisations incorporelles	3 105	3 239
Écarts d'acquisition	9 791	10 216
TOTAL ACTIF	2 142 961	2 076 959
DETTES		
Banques centrales	3 785	233
Instruments financiers en valeur de marché par résultat		
Portefeuille de titres de transaction	81 220	70 326
Emprunts et opérations de pensions	236 678	183 206
Portefeuille évalué en valeur de marché sur option	55 067	54 076
Instruments financiers dérivés	251 976	318 740
Instruments financiers dérivés de couverture	16 909	19 626
Dettes envers les établissements de crédit	108 803	75 660
Dettes envers la clientèle	793 384	765 953
Dettes représentées par un titre	157 757	153 422
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	2 578	4 202
Passifs d'impôts courants et différés	3 149	3 087
Comptes de régularisation et passifs divers	98 336	99 407
Provisions techniques des sociétés d'assurance	188 864	193 626
Provisions pour risques et charges	11 362	11 801
Dettes subordonnées	18 669	18 374
TOTAL DETTES	2 038 537	1 971 739
CAPITAUX PROPRES		
Capital et réserves	90 792	86 794
Résultat de la période, part du Groupe	4 290	7 702
Total capital, réserves consolidées et résultat de la période, part du Groupe	95 082	94 496
Variations d'actifs et passifs comptabilisées directement en capitaux propres	4 236	6 169
TOTAL PART DU GROUPE	99 318	100 665
Réserves et résultat des minoritaires	5 135	4 460
Variations d'actifs et passifs comptabilisées directement en capitaux propres	(29)	95
TOTAL INTÉRÊTS MINORITAIRES	5 106	4 555
TOTAL CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS	104 424	105 220
TOTAL PASSIF	2 142 961	2 076 959

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE RELATIFS AU 1 ^{ER} SEMESTRE 2017	En millions d'Euros	
	1 ^{er} semestre 2017	1 ^{er} semestre 2016
RÉSULTAT AVANT IMPÔT	6 215	6 163
Éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et autres ajustements hors résultat	11 753	6 856
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	2 245	2 135
Dotations nettes aux provisions des autres immobilisations et dépréciation des écarts d'acquisition	(22)	34
Dotations nettes aux provisions	5 110	5 000
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	(388)	(319)
Charges nettes des activités d'investissement	35	20
Charges nettes des activités de financement	185	1 437
Autres mouvements	4 588	(1 451)
Augmentation (diminution) nette liée aux actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	68 794	(2 982)
Augmentation (diminution) nette liée aux opérations avec les établissements de crédit	36 536	(3 126)
Augmentation nette liée aux opérations avec la clientèle	33 043	22 120
Augmentation (diminution) nette liée aux opérations affectant les autres actifs ou passifs financiers	2 336	(18 979)
Diminution nette liée aux opérations affectant les actifs ou passifs non financiers	(2 622)	(2 435)
Impôts versés	(499)	(562)
AUGMENTATION NETTE DE LA TRÉSORERIE GÉNÉRÉE PAR L'ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE	86 762	10 037
Augmentation (diminution) nette liée aux actifs financiers et aux participations	685	(6)
Diminution nette liée aux immobilisations corporelles et incorporelles	(527)	(709)
AUGMENTATION (DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE LIÉE AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT	158	(715)
Diminution de trésorerie liée aux opérations réalisées avec les actionnaires	(3 823)	(2 193)
Augmentation (diminution) de trésorerie provenant des autres activités de financement	1 951	(3 647)
DIMINUTION NETTE DE LA TRÉSORERIE LIÉE AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT	(1 872)	(5 840)
EFFET DE LA VARIATION DES TAUX DE CHANGE SUR LA TRÉSORERIE ET ASSIMILÉE	(4 990)	2 852
AUGMENTATION NETTE DE LA TRÉSORERIE	80 058	6 334
Solde des comptes de trésorerie et assimilée à l'ouverture de la période	155 963	133 174
Comptes actifs de caisse, banques centrales	160 400	134 547
Comptes passifs de banques centrales	(233)	(2 385)
Prêts à vue aux établissements de crédit	6 513	9 346
Emprunts à vue auprès des établissements de crédit	(10 775)	(8 527)
Déduction des créances et dettes rattachées sur les comptes de trésorerie et assimilée	58	193
Solde des comptes de trésorerie et assimilée à la clôture de la période	236 021	139 508
Comptes actifs de caisse, banques centrales	243 384	147 834
Comptes passifs de banques centrales	(3 785)	(3 666)
Prêts à vue aux établissements de crédit	6 966	8 475
Emprunts à vue auprès des établissements de crédit	(10 508)	(13 004)
Déduction des créances et dettes rattachées sur les comptes de trésorerie et assimilée	(36)	(131)
AUGMENTATION DES SOLDES DES COMPTES DE TRÉSORERIE ET ASSIMILÉE	80 058	6 334

COMPTE DE RÉSULTAT DU PREMIER SEMESTRE 2017	En millions d'Euros	
	1 ^{er} semestre 2017	1 ^{er} semestre 2016
Intérêts et produits assimilés	20 633	20 144
Intérêts et charges assimilés	(9 935)	(8 829)
Commissions (produits)	6 659	6 285
Commissions (charges)	(2 884)	(2 715)
Gains nets sur instruments financiers à la valeur de marché par résultat	3 262	2 919
Gains nets sur actifs financiers disponibles à la vente et autres actifs financiers non valués en valeur de marché	1 537	1 649
Produits des autres activités	21 898	18 478
Charges des autres activités	(18 935)	(15 765)
PRODUIT NET BANCAIRE	22 235	22 166
Frais de personnel	(8 337)	(8 049)
Autres charges générales d'exploitation	(6 048)	(5 864)
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	(805)	(804)
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	7 045	7 449
Coût du risque	(1 254)	(1 548)
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	5 791	5 901
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	388	319
Gains nets sur autres actifs immobilisés	29	(3)
Écarts d'acquisition	7	(54)
RÉSULTAT AVANT IMPÔT	6 215	6 163
Impôt sur les bénéfices	(1 695)	(1 584)
RÉSULTAT NET	4 520	4 579
dont intérêts minoritaires	230	205
RÉSULTAT NET, PART DU GROUPE	4 290	4 374
Résultat par action	3,30	3,43
Résultat dilué par action	3,30	3,43



BMCI - S.A. à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 1 327 928 600 Dirhams
Siège Social : 26, place des Nations Unies - Casablanca - Maroc - Tél : +212 (0) 5 22 46 10 00



BMCI
GROUPE BNP PARIBAS

La banque
d'un monde
qui change